

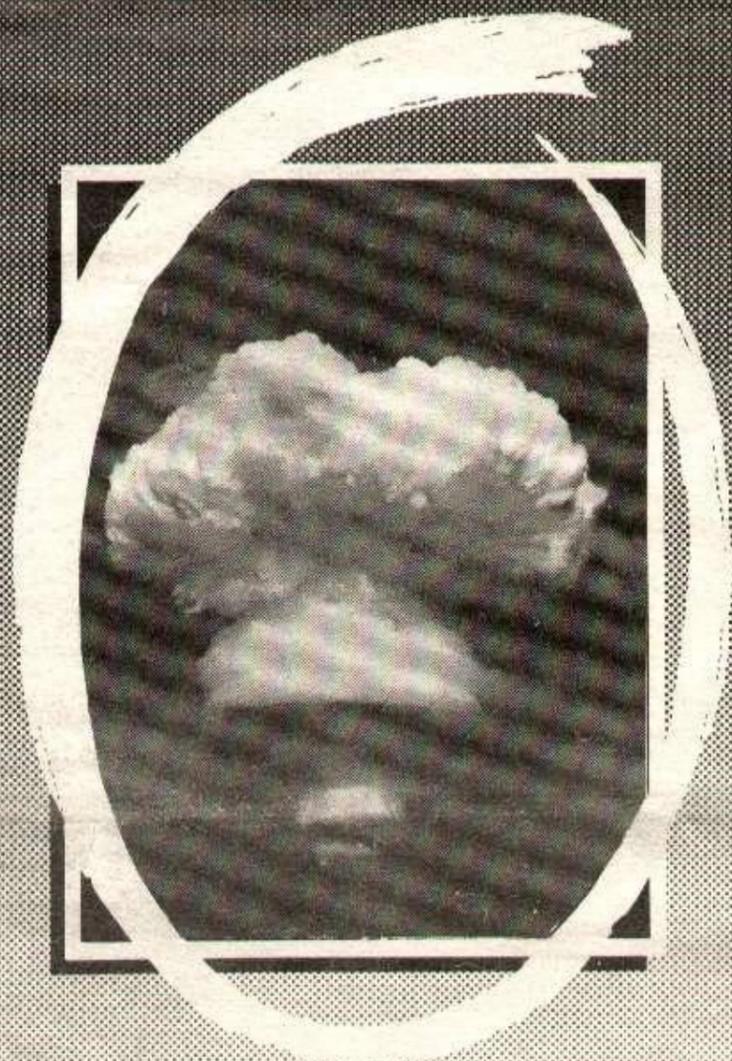
l'humanité rouge

organe central du **PCML**

SADATE

de la guerre
d'octobre
à Camp David
voir page 3

DÉSARMEMENT SIMULTANÉ ET CONTROLE DES DEUX BLOCS USA - URSS



RENAULT

«on ne veut
pas être
O.S. à vie»
voir page 16

17 OCTOBRE 61

**IL Y A 20 ANS,
LA POLICE
FRANÇAISE
MASSACRAIT
EN PLEIN PARIS**

Ce jour-là
des dizaines
de milliers
d'hommes,
de femmes
et d'enfants
algériens étaient
descendus sur les
grands boulevards
parisiens
pour la défense de
leur dignité.
La police française
ouvrit le feu.
200 manifestants
furent assassinés.

**AGIR POUR LA PAIX
ET LE DESARMEMENT
... C'EST URGENT, C'EST POSSIBLE**

En encarté

Voir
pages 12-13

TRAFICS D'ARMES LE NOEUD DE VIPERES

Après l'affaire d'Auriol qui mit le SAC sur la sellette; après celle des attentats en Bretagne impliquant la DST (voir nos éditions précédentes); voilà qu'éclate aujourd'hui une affaire de trafic d'armes dans laquelle se trouvent impliqués plusieurs militants d'extrême-droite, gardes du corps de Sa Majesté Giscard à leurs heures, et un super-flic du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale). Les hommes de main, officiels, parallèles et occasionnels de l'ex-majorité n'en finissent pas de faire parler d'eux. Même les ex-gardes du corps de cette chère Anne-Aymone, font des leurs... Un vrai noeud de vipères où s'entremêlent le gratin de l'ex-majorité et les individus les plus louches...

Claude DHALLUIN

Tout à commencé comme un fait divers banal, dimanche 4 octobre, au péage de Senlis sur l'autoroute du Nord. Les policiers arrêtent un automobiliste venant de Belgique et procèdent à une fouille du véhicule. Dans la voiture, ils vont découvrir un petit arsenal digne des meilleurs films de «série noire». Yves Cramblin, patron du bar «Le Progrès» au Raincy (Seine-Saint-Denis) et conducteur malchanceux du dit véhicule, transporte en effet, sagement emballés dans du papier hui

lé, 51 armes, pistolets et pistolets-mitrailleurs, accompagnés des munitions idoines. Son bar est réputé dans ce qu'il est convenu d'appeler le «Milieu», pour ses fournitures rapides de matériel fiable et nécessaire aux professionnels du hold-up et du braquage en tous genres. Mais apparemment, cette livraison-là était destinée à un autre genre de professionnels du crime, Yves Cramblin est aussi fournisseur agréé de l'extrême-droite. Yves Cramblin était surveillé depuis plus d'un mois par les Renseignements généraux. Un certain dossier le concernant, lui et ses amis, étouffé sous le règne de la «Sécurité-liberté», venait de refaire surface à la 6ème section de la PJ. Avant le 10 mai, des hommes du service du commissaire Jacques Genthial avaient interpellé des truands armés qui leur avaient brandi sous le nez des cartes tricolores en affirmant: «Nous sommes couverts. C'est politique». Ces mêmes cartes tricolores dont étaient munis les nerfs de «Century», une société de vigiles utilisée par le député UDF Bassot - un ancien chef de l'OAS - pour y recruter les hommes du service d'ordre giscardien.

Dès le début de la semaine, les policiers de l'OCRB (Office de répression du banditisme) et de la Direction centrale de la police judiciaire chargés des atteintes à la sûreté de l'Etat et des menées subversives, perquisitionnaient au domicile de trois autres personnes et y découvraient de nouvelles armes et explosifs.

Une nouvelle fourmée de «trafiquants» était arrêtée et inculpée. Parmi eux, Olivier Danet. Un homme au passé et au présent aussi chargés que la langue d'un atrabilaire. A son domicile rouennais, les policiers découvraient 8 pistolets «Smith et Wesson», 4 révolvers .357 magnum, 2 pistolets-mitrailleurs, et différentes autres babioles du même calibre, ainsi que 300 cartouches. Encore un qui s'embarque pas sans biscuit...

A Rouen, Danet, au cours des dernières campagnes électorales, a maintes fois été mêlé à des bagarres entre colleurs d'affiches. Inutile, je pense, de préciser de quel côté il se trouvait... Mais ceci n'était rien pour lui, à côté de la grande tâche qui lui fut confiée à plusieurs reprises, la protection de Giscard lui-même. Il fut chargé de la sécurité de l'ex-président, notamment lors de ses visites à Marseille, Yvetot. Il se trouvait à ses côtés, ou en tout cas pas loin, à Ajaccio, lorsque la bombe éclata dans la consigne de l'aéroport le 16 avril 1980. «On» avait «voulu tuer Giscard», mais en faisant très attention à ce qu'il ne se trouve pas dans la trajectoire des éclats meurtriers. A un mois des élections présidentielles, c'était pas piqué des vers... Bien sûr, «on», les mêmes sans doute, avait essayé de



Pendant que les ex-gardes du corps de Monsieur font dans le trafic d'armes, ceux de Madame se recyclent dans le rackett...

faire porter le chapeau aux autonomistes corses.

Pour en revenir à notre chien de garde du président, son père est un notable de la bonne ville de Rouen, conseiller municipal et vice-président du Conseil général de Seine-Maritime. Avec un tel géniteur, on a des chances de mal tourner.

Au tableau de chasse des policiers figurent aussi deux autres «trafiquants» connus pour leurs opinions d'extrême-droite: Thierry Tchong-Tchang et Patrick Letessier, habitant tous deux la région parisienne. Eux aussi donnaient un «coup de main» lors de diverses campagnes électorales de l'ex-majorité. Il ne serait aucunement étonnant de découvrir dans leurs poches une des fameuses cartes tricolores de Century.

Vendredi 9 octobre, on apprenait également l'inculpation dans cette sale affaire, du capitaine Paul Barril, adjoint du commandant Prouteau à la tête du GIGN. Le super-flic, qui s'est notamment illustré dans l'affaire de l'hotel Fesch à Ajaccio, est accusé d'avoir fourni deux détonateurs à M. Léonard, un parfumeur bien connu, également impliqué dans le trafic d'armes. Le

capitaine Barril se défend en proclamant qu'il «a donné les deux détonateurs à titre d'amitié». C'est bien sûr!... il est tout à fait courant aujourd'hui d'offrir à ses amis, en guise de cadeaux d'anniversaire par exemple, deux détonateurs, un pain de plastic ou un parabellum...

LES GARDES DU CORPS DE MADAME SE RECYCLENT

Et pendant ce temps-là... Les ex-gardes du corps de Mme Giscard d'Estaing rackettaient dans la Drôme. En effet, au début du mois d'octobre, cinq chiens de garde d'Anne-Aymone étaient arrêtés. Ils rackettaient depuis un mois et demi une discothèque de Portes de Valence, le «Moonshire». Par la menace, ils se sont faits ainsi remettre plusieurs importantes sommes d'argent. Devenus chômeurs, après le 10 mai, il avait bien fallu qu'ils se recyclent... dans la seule branche qu'ils connaissaient bien: le banditisme.

Avouez que dans la famille Giscard d'Estaing, on avait de drôles de fréquentations!

NI SS20, NI PERSHING

La tenue, à Bonn, d'un immense rassemblement de 300 000 personnes, en faveur de la paix, constitue un important événement tant pour le peuple allemand que pour les autres pays européens. L'on sent bien que ce qui se passe de l'autre côté du Rhin nous concerne très directement, même s'il n'est pas question que des fusées américaines soient installées sur le territoire national français. Ce qui est en cause, c'est l'inquiétude grandissante que provoque l'accumulation des armements en Europe, c'est la façon d'agir pour préserver la paix.

Nous partageons pleinement l'aspiration à la paix qui s'est exprimée à Bonn. Que les jeunes générations allemandes éprouvent de la haine pour le militarisme qui a tant fait de mal au peuple allemand, est une saine réaction. Il y a là l'expression d'un rejet face à un passé.

De même, comment ne pas comprendre l'inquiétude, l'angoisse qui peut étreindre de larges secteurs de la population allemande en pensant que l'Allemagne peut servir de terrain d'affrontement nucléaire? Le projet d'installation des Pershing est perçu comme la menace d'être victime d'un affrontement entre Américains et Soviétiques, pour des intérêts qui ne seraient pas ceux du peuple allemand. Voilà des données qui expliquent sans doute l'ampleur du rassemblement de Bonn.

Mais, il y a, au sein de ce mouvement, deux tendances qui, dans les faits, ne vont pas dans le sens de la défense de la paix.

1 Prendre unilatéralement les USA pour cible, protester uniquement contre le projet d'installation en 83 des Pershing ou contre la bombe à neutrons US, c'est, qu'on le veuille ou non, faire le jeu des ultramilitaristes soviétiques. Comment, si l'on veut défendre la paix, peut-on oublier l'existence des fusées nucléaires SS20 ACTUELLEMENT pointées sur des cibles ouest-européennes? Comment peut-on oublier l'énorme supériorité en blindés et forces armées conventionnelles de l'URSS et du Pacte de Varsovie sur lequel elle a la haute main? Défendre la paix, ce n'est sûrement pas agir en faveur de la suprématie soviétique en Europe. Sauf si, bien sûr, l'on considère que la menace soviétique n'est qu'une invention, que l'URSS défend la paix et que l'on se situe délibérément dans son camp; auquel cas, les crimes commis par les troupes qui occupent l'Afghanistan deviennent autant de hauts faits d'armes au service de la paix.

Refuser le projet d'installation des Pershing, d'accord, car Reagan n'a nullement en vue la défense de l'indépendance des pays européens, mais plutôt la défense des intérêts américains, mais il faut aussi, dans le même temps, et de manière indissociable, combattre le militarisme soviétique.

2 Il existe chez certains un état d'esprit qui confond défense de la paix et pacifisme. Affirmer, comme certains, que «mieux vaut être rouge que mort», c'est-à-dire que mieux vaut être sous la domination soviétique qu'être mort, c'est offrir une fausse alternative totalement inacceptable. Les peuples veulent vivre dans la paix et il n'y a de paix que dans l'indépendance. Cet état d'esprit, ce chantage: la mort ou l'esclavage, est une forme moderne de l'esprit qui, avant la seconde guerre mondiale, conduisit à la capitulation de Munich. Derrière cela, il n'y a pas tant l'opposition aux USA que le refus de toute défense.

Pierre BURNAND

ABONNEMENT

1 mois (4n°) : 18F Soutien : 30F

3 mois (12n°) : 54F Soutien : 100F

6 mois (24n°) : 108F Soutien : 150F

Abonnez-vous, abonnez vos amis
S'abonner un moyen pratique
pour avoir le journal

Note de l'administration

Pour tout règlement concernant L'Humanité rouge hebdomadaire (abonnements, ventes militantes, souscription):

LIBELLEZ VOS CHEQUES A L'ORDRE DE :
PRESSE D'AUJOURD'HUI

Nouvelle adresse

Pour toute correspondance écrire à :
PRESSE D'AUJOURD'HUI
BP 70 94220 Charenton
Téléphone : 16 (1) 893 87 16

SADATE

De la guerre d'Octobre 73 ... à Camp David

Sadate assassiné, chacun s'empresse de porter un jugement définitif sur son action...

Mais son action, ce n'est pas seulement comme ont peut le lire à travers la presse, la signature des Accords de Camp David et les négociations avec Israël.

Il y eut d'abord en 73, la guerre lancée contre Israël pour tenter de récupérer les territoires envahis en 67. Et qui, dans le monde progressiste, oserait le critiquer pour cette action qui n'eut malheureusement pas les résultats escomptés ?

Il y eut ensuite la rupture avec l'URSS. Et qui, dans le monde progressiste, oserait le critiquer pour avoir osé faire ce que Tito, Mao et d'autres, dans le Tiers Monde, ont fait : dire NON à la main mise de Moscou ?

Il y eut enfin le rapprochement avec les USA et les négociations avec Israël. Nous n'irons pas jusqu'à dire comme certains, que Sadate était purement et simplement un agent de l'impérialisme américain. Les choses ne sont jamais si simples, ni dans un sens ni dans l'autre

d'ailleurs. Quand la jeune République nicaraguayenne qui vient de renverser le dictateur Somoza, se voit couper les ponts par les USA, n'est-il pas très tentant pour elle de se tourner vers l'URSS et de lui demander l'aide économique que Reagan lui refuse ? Sadate s'est trouvé un peu dans la même problématique, avec une situation économique intérieure catastrophique. En fait, le drame du Tiers Monde, ce sont les deux superpuissances. En l'absence d'une Europe suffisamment intelligente et d'une Chine suffisamment développée économiquement, la voie d'un développement économique et politique indépendant des superpuissances reste problématique pour le Tiers Monde, surtout quand, comme ce fut le cas pour Sadate, la volonté d'indépendance ne s'appuie pas sur une mobilisation du peuple, maintenu dans la misère.

Quant aux Accords de Camp David, s'ils manifestent la volonté de Sadate de recouvrer les territoires occupés par d'autres moyens que la guerre, ils ont surtout constitué pour l'ensemble de l'opinion publique favo-

nable à la cause du peuple palestinien, un coup de poing dans le dos de la résistance.

Négocier avec Israël par dessus la tête de l'OLP, sans aucune garantie sérieuse pour l'avenir de la Palestine, était une entreprise fondamentalement injuste et vouée à l'échec. Car il est évident, comme l'ont encore déclaré les Chinois à Arafat, qu'aucune paix durable ne pourra être négociée au Proche-Orient, si on laisse de côté le problème du peuple palestinien et l'OLP.

Tel fut le grand et principal tort de Sadate, pour lequel, plus que son rapprochement avec les USA, il fut condamné comme traître à la cause arabe.

Tant il est vrai que, pour tout anti-impérialiste, la cause palestinienne est dans son fond une question de principe, et non une cause que l'on soutient un jour et que l'on oublie le lendemain, au gré des circonstances. Sadate est mort de l'avoir oublié.

Claude LIRIA

Le pragmatisme de Moscou au Proche-Orient

Contrairement à une opinion largement répandue par les Soviétiques, la détérioration des relations entre l'Égypte et l'Union soviétique n'a pas débuté avec l'arrivée de Sadate au pouvoir en 1970. La guerre israélo-arabe de 1967, au cours de laquelle l'URSS avait manifesté bien peu d'empressement à aider les Arabes sur le plan matériel et diplomatique, puis l'invasion de la Tchécoslovaquie en 68, amenèrent l'Égypte de Nasser à se poser quelques questions sur les motivations de l'URSS à l'égard du monde arabe.

Sadate aura le mérite de poser clairement la question. En juillet 72, après de longs mois au cours desquels Sadate réclame en vain à l'URSS du matériel militaire moderne, dans l'optique de récupérer militairement les territoires arabes envahis par Israël en 67, l'Égypte décide l'expulsion des 21000 experts soviétiques stationnés sur son territoire. En août 72, Sadate adresse à Brejnev une lettre lui expliquant sa position (Cf encadré).

Aujourd'hui, quand on jette un regard sur les quinze années écoulées, on pourrait s'étonner des revirements dans la tactique suivie par Moscou au Proche-Orient — revirements qu'il

est d'ailleurs bon de rappeler à l'occasion — à moins de considérer ces différences tactiques comme les facettes d'une même stratégie qui, elle, n'a pas varié en quinze ans.

Il y a quinze ans, l'ère de la détente américano-soviétique commence, elle durera une bonne dizaine d'années. C'est l'époque où Brejnev demande à Nasser de négocier avec Israël et où l'URSS vote la résolution 242 de l'ONU qui ne mentionne les Palestiniens que comme des réfugiés. Aujourd'hui la presse soviétique vous accuserait de trahison pour moins que ça !

C'est aussi l'époque où Brejnev refuse les armes que Nasser puis Sadate, réclament pour recouvrer les territoires occupés. Aujourd'hui, à Moscou, on accuse Sadate d'être un agent de l'impérialisme parce qu'il a tenté — de manière erronée sans aucun doute — de recouvrer par les négociations avec Israël, ce qu'il n'avait pu obtenir par la guerre.

Ces changements dans la tactique soviétique montrent au moins deux choses : c'est que l'aide aux pays arabes dans leur lutte contre le sionisme, mais aussi la reconnaissance de la Résistance palestinienne et des droits

nationaux du peuple palestinien à recouvrer une patrie, ne sont pas pour Moscou des principes intangibles sur lesquels s'appuierait sa tactique ; ce sont tout au plus, des éléments extérieurs avec

lesquels on joue : « un jour je ne te reconnais pas, un jour je te reconnais, un jour je t'aide, un jour je te laisse tomber ». C'est ce qu'on appelle une politique pragmatiste.

Et alors, puisque les intérêts nationaux du monde arabe face au sionisme ne sont pas ceux qui fondent la stratégie de Moscou au Proche-Orient, force est de constater que ce qui la guide, ce

sont ses intérêts à elle, de grande puissance, visant dans un premier temps à rattraper les USA, et dans un second temps à leur disputer leurs zones d'influence pour prendre leur place.

LA LETTRE DE SADATE A BREJNEV EN 72

(...) « Nous gardons constamment en mémoire le rôle joué par l'Union soviétique pendant la Seconde guerre mondiale. Le peuple soviétique a résisté aux occupants nazis, les a combattus héroïquement et il a supporté tous les sacrifices afin d'assurer la libération de sa patrie et la sauvegarde de sa dignité nationale. Vous ne serez donc pas surpris qu'à son tour le peuple égyptien soit prêt à consentir tous les sacrifices nécessaires pour recouvrer ses territoires perdus. C'est là que se situe le véritable point de départ. (...)

Lors de nos discussions, je vous ai constamment rappelé notre besoin pressant d'une arme de dissuasion qui ferait hésiter l'ennemi avant d'entreprendre des raids en profondeur sur notre territoire. Et il ne réagira ainsi, que si nous pouvons également procéder de même dans son pays. Mais il est évident que nous sommes toujours dépourvus d'arme de dissuasion et que sans elle nous sommes dans l'incapacité de prendre la moindre initiative militaire. (...)

Permettez-moi, cher ami, de vous donner quelques exemples de ce qui se passe dans notre armée et notre peuple, les soldats n'étant après tout que les enfants du peuple. (...)

a) La marine. Pendant 4 ans, le commandement de la marine a réclamé un appareil détecteur de sous-marins, le système actuellement en service n'ayant qu'une portée de 500 mètres. On lui a répondu que l'Union soviétique ne possédait rien pouvant satisfaire cette exigence. Or tous nos officiers savent vos navires équipés d'un engin capable de détecter les sous-marins jusqu'à l'horizon. L'occident possède également cet appareil qui n'a donc rien de secret. Nous ne sommes pas un pays arriéré ; nous savons lire, nous connaissons les armes que vous et les occidentaux possédez. (...)

b) L'armée de l'air. Tous nos pilotes (qui ont fait leurs études dans vos collèges) savent que vous possédez des appareils sophistiqués comme les Mig-500, auxquels nous n'avons eu droit que tout récemment. Avec vous, tout est secret, personne n'a le droit d'approcher ces appareils.

c) L'armée de terre. Nos officiers savent que vous possédez des canons beaucoup plus puissants que ceux des Américains ; mais comme toujours, vous conservez le secret et vos experts vont jusqu'à nier l'existence de ces armes. Pouvez-vous seulement imaginer les commentaires de nos artilleurs ! En ce qui concerne l'infanterie, chaque officier, sous-officier et simple soldat sait que la partie la plus dangereuse d'une opération a lieu lorsqu'on ouvre une brèche dans les lignes ennemies. A ce stade, chaque instant perdu coûte des vies humaines. Or nous manquons toujours des

armes indispensables pour effectuer cette manœuvre. Vous prétendez ne pas posséder d'équipement plus moderne. Est-ce là ce qu'on peut appeler une véritable coopération entre amis ?

(...) Mais ce dont je veux discuter avec vous, ce ne sont pas tellement de nos besoins spécifiques que de l'attitude mentale qui vous conduit à empêcher les livraisons. Vous nous traitez comme si nous étions une nation retardée qui ne sait ni ne comprend rien. (...)

Vous avez parfaitement le droit, à la suite de ma décision concernant vos experts, de prendre toutes mesures utiles pour sauvegarder vos intérêts. Mais je ne crois pas que vous seriez bien inspiré de renforcer ces sentiments d'amertume que connaît notre peuple. Votre décision de rapatrier les quatre avions Mig-500 (...) selon moi n'aboutit qu'à accroître davantage la rancœur au sein de l'armée et de la population égyptiennes. Autre initiative aussi maladroite : vous nous enlevez les appareils de brouillage sous prétexte qu'étant secrets, ils ne doivent pas être manipulés par nos hommes. L'accumulation de tels faits équivaut à un diktat de la part de l'Union soviétique. En 1955, nous avons brisé ensemble le monopole occidental des armements. Nous devons aujourd'hui affronter un ennemi équipé des armes les plus modernes. A votre avis, que pensez-vous de tout cela l'homme de la rue en Égypte ? (...)

A plusieurs reprises, je vous ai fait savoir que je me fixais le 31 octobre comme une limite pour procéder à une redéfinition de nos relations. (...) Cette date a été fixée en raison de deux considérations, l'une politique, et l'autre militaire. Politiquement, après les élections américaines nous serons probablement confrontés à une situation qui verra s'exercer une forte pression conjointe américano-israélienne pour imposer une solution en faveur d'Israël. (...) Au plan militaire, vous n'avez qu'à demander à vos spécialistes quel sera l'état de préparation d'Israël en novembre ou en décembre prochains. A ce moment-là, ce pays aura parachevé la modernisation de son armée de l'air avec tous les appareils modernes reçus. Sa réserve importante de Phantoms et de Hawks accroîtra plus que jamais l'écart entre son aviation et la nôtre. (...)

Finalement, tous tant que nous sommes en Égypte, vous serons reconnaissants pour l'aide que vous nous accordez. Lorsque j'ai annoncé la fin de la mission de vos experts, j'ai pris grand soin de rappeler aux Égyptiens et à l'ensemble des peuples arabes le rôle joué par l'aide de l'Union soviétique. Mais il me faut reconnaître en toute honnêteté que la chose essentielle que nous avons recherchée en coopérant avec l'Union soviétique a été de pouvoir libérer nos territoires occupés. Nous désirons entretenir de bonnes relations avec vous. Mais elles dépendent de la façon dont nos amis d'Union soviétique entendent nous aider à résoudre ce qui nous préoccupe à tout instant, à savoir la libération de notre territoire ».

ARAFAT EN CHINE

Pour la première fois depuis plusieurs années, Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP, a fait une visite en Chine.

Cette visite a été l'occasion pour les dirigeants chinois de réaffirmer leur soutien passé et présent à « la juste lutte du peuple palestinien et des autres peuples arabes pour rétablir leur droit national et récupérer leurs territoires occupés », et de plaider une nouvelle fois pour l'unité du monde arabe, la division ne faisant que l'affaire d'Israël et des superpuissances.

D'autre part, un message de condoléances a été envoyé en Égypte par les dirigeants chinois : « De son vivant, le président Sadate a œuvré inlassablement pour sauvegarder la souveraineté d'État, pour développer l'économie nationale et pour lutter contre l'hégémonie des grandes puissances ». Le message aborde également la question de la solidarité inter-arabe.

CGT

QUELLE PLACE, DANS QUEL CHANGEMENT?

Le Comité confédéral national de la CGT qui s'est tenu les 6, 7 et 8 octobre, a précisé l'attitude de la CGT dans la situation nouvelle de l'après 10 mai et amorcé la préparation de son 41^{ème} Congrès, qui se tiendra en juin prochain à Lille.

Le CCN a également été marqué par l'annonce — attendue — du retrait de Georges Ségué qui a demandé que son mandat de secrétaire général ne soit pas renouvelé au 41^{ème} Congrès.

Les débats ont été animés « d'une grande hauteur de vue », selon Henri Krasucki rendant compte des travaux le 9 octobre devant la presse. Georges Ségué, dans son discours de clôture, s'était félicité « que la discussion soit allée jusqu'au bout ». Elle s'est de fait prolongée d'une bonne demi-journée le 8 octobre. Un certain nombre de responsables confédéraux avaient d'ailleurs passé une partie de cette journée au siège du PCF où débutait une session de son Comité central, en préparation du Congrès de ce parti en

février prochain.

Des congrès se préparent ; des débats secouent les organisations. Des contradictions, plus ou moins nouvelles, se font jour. Quelle force politique peut s'en prétendre à l'abri après le changement du 10 mai et les réajustements qu'il impose, sur tous les horizons politiques ?

S'agissant de la principale centrale syndicale, composante particulièrement importante du mouvement ouvrier en France, il nous importe de voir comment vont se résoudre en son sein les contradictions, se remodeler son action, se redéfinir ses objectifs. Nous en sommes d'ailleurs partie prenante : il y va des intérêts de la classe ouvrière, de sa capacité à les défendre...

Quelques mois après le 10 mai, un CCN ne peut, à cet égard, que donner des indications. Le 41^{ème} Congrès répondra plus précisément, et surtout la vie, les faits, l'évolution des choses.

Gilles CARPENTIER



Pour ce qui concerne l'attitude de la CGT face au nouveau pouvoir, le CCN a confirmé celle adoptée dès les premières mesures, dès le précédent CCN en juillet dernier. La CGT porte un jugement d'ensemble positif sur la nouvelle politique, tout en faisant valoir ses critiques, ses réserves, voire ses mises en garde sur les points qui lui paraissent insuffisants ou négatifs compte tenu de ses propres objectifs. Dans le cadre des rapports nouveaux et différents qui s'instaurent avec le gouvernement et le Parlement, face aux résistances, — du patronat en particulier —, avec l'action toujours nécessaire des travailleurs : les conditions de la lutte de classe sont différentes, la lutte de classe demeure.

ATTENTIVE ET VIGILANTE...

Les réserves sont nombreuses, en particulier, la CGT (Henri Krasucki dans son rapport, comme Georges Ségué en clôture) insiste pour « prélever davantage sur les hautes fortunes et viser les profits monopolistiques ».

Au chapitre des mises en garde, celle concernant le pouvoir d'achat des travailleurs est nette : le pouvoir d'achat doit être maintenu pour tous et accru pour les bas et moyens salaires. « Il faut savoir que la CGT n'acceptera pas le rétablissement d'un système conçu pour avantager les patrons au préjudice des salariés. » (Georges Ségué).

La CGT maintient son attitude « attentive, mais vigilante » qui l'a déjà conduite à ne pas signer le protocole sur la « réduction du temps de travail ». Elle n'envisage pas que la politique conduite par le gouvernement puisse la conduire à réviser son jugement (globalement positif) : le nouveau pouvoir n'est pas un adversaire. « Nous ne sommes pas en présence d'une gestion de gauche de la crise, c'est autre chose qui s'amorce... » (Henri Krasucki). Dans ce processus, « pour durer, pour ne pas décevoir, pour réussir les réformes et les transfor-

mations nécessaires à l'équilibre économique et social de la société, le pouvoir actuel a impérativement besoin de l'appui des travailleurs (...). Cet appui, sur le plan syndical, passe pour près de 50%, par la CGT, (...) La meilleure contribution que nous puissions apporter à l'évolution positive, outre notre rôle constructif dans toutes les négociations en cours et à venir, consiste à transformer l'immense espérance née de la victoire du 10 mai en force consciente, irréversible, de telle manière que le processus de changement devienne irréversible jusqu'au point d'ouvrir une perspective socialiste pour la France ». Ainsi Georges Ségué décrit la place de la CGT dans les conditions actuelles où « l'affrontement de classe entre la grande bourgeoisie et la classe ouvrière n'est pas moins aigu », mais où « le rapport de force s'est sensiblement modifié en faveur des couches populaires », et son rôle pour le changement.

Pour ce qui nous concerne, notre appréciation sur le changement et le processus en cours est différente et notre position (ni soutien global ni opposition globale), nous conduit à soutenir ce qui nous paraît positif et combattre ce qui nous paraît négatif, en attendant que la vie, les faits nous permettent une détermination plus globale (tout en considérant que le gouvernement actuel est et reste celui d'une France capitaliste et impérialiste).

Quoiqu'il en soit, la position « attentive et vigilante » de la CGT (et la façon dont cela s'est traduit jusqu'ici dans les faits*), tout comme sa volonté de s'attaquer aux profits nous paraissent tout à fait positives.

Il est tout à fait souhaitable qu'une telle attitude soit fermement maintenue quels que soient les développements d'une politique dont certains aspects, pour le moins, sont de nature à susciter de sérieuses inquiétudes chez les travailleurs.

VERS LE 41^{ème} CONGRES

Place, rôle de la CGT dans le processus de change-

ment, nature de ce processus : ces questions seront d'autant plus centrales après une année d'expérience, en juin prochain, lors du 41^{ème} Congrès. En particulier les réformes (nationalisations, décentralisation...) quoiqu'à peine mises en place, la nouvelle politique industrielle,

toutes choses que le 40^{ème} Congrès définissait comme les moyens pour sortir de la crise dans le sens des intérêts des travailleurs, auront fourni un début de preuve pratique en la matière. Cette démocratie (économique, sociale, politique), un des maîtres mots du

40^{ème} Congrès, aura connu une large extension, du simple fait de la participation bien plus large des syndicats à la gestion, aux consultations et échanges avec les ministres...

Ces questions ont évidemment été abordées par le CCN, tout comme les problèmes d'unité, du renforcement du syndicat (à ce propos, le trésorier Ernest Deiss à fait état d'une progression des cartes et timbres payés sur 9 mois consécutifs : 4% pour les cartes, ce qui est une tendance à l'inverse de la période antérieure, mais qui n'autorise « pas de conclusion hâtive » a dit H. Krasucki).

Nous y reviendrons bien sûr : le document d'orientation dont la préparation a été engagée et qui servira de base à la discussion dans tout le syndicat, nous en donnera prochainement l'occasion.

UN ABSENT ?

Sur le plan international, une communication a été faite au CCN par la délégation qui a assisté au Congrès de Solidarité en Pologne. (Lors de sa visite en France, Lech Walesa passera la journée du 16 octobre au siège de la CGT, après celle du 15 à la CFDT).

Le rapport d'Henri Krasucki prend pour cible la politique de l'administration Reagan. Lorsqu'il est question d'impérialisme, c'est de celui des USA qu'il s'agit en

général (en tout cas pas de l'impérialisme français : pas question par exemple de la situation en Nouvelle-Calédonie) ou du front impérialiste.

Mais c'est encore une question sur laquelle nous aurons à revenir.

GEORGES SÉGUÉ : UN DÉPART PAS UNE CASSURE

Quant au retrait de Georges Ségué, si personnels que puissent être les motifs, on ne peut manquer de lui donner une dimension qui dépasse la personne. S'il est vain d'y voir une quelconque cassure politique au moins peut-on penser que certaines de ses conceptions n'ont pas trouvé dans la dernière période un écho suffisant pour le conforter à un poste de secrétaire général qu'il ne songeait pas à quitter lors du 40^{ème} Congrès, alors que dans le même temps, Henri Krasucki se montrait capable — à tous points de vue — d'assurer cette charge.

A ce poste, après Benoit Frachon, Georges Ségué aura marqué pour longtemps la grande central syndicale.

*Nous aurions bien vu que la vigilance de la CGT, outre le temps de travail, le pouvoir d'achat, l'amnistie, le budget, etc..., s'exerce aussi à l'encontre de la législation que met en place le gouvernement concernant les travailleurs immigrés...

DROITS DES TRAVAILLEURS

LES SÉRIEUX DÉFAUTS DU RAPPORT AUROUX

Le ministre du Travail, Jean Auroux, a rendu public, jeudi 8 octobre, son rapport sur les droits des travailleurs, déjà présenté le 17 septembre au Conseil des ministres et dont on attendait, depuis, la divulgation.

Dans sa formule actuelle, il n'est pas encore le projet de loi que le gouvernement proposera au vote du Parlement.

Il a pourtant été rendu public, trop tôt au gré du gouvernement (ce qu'il a fait savoir), preuve qu'un accord à son sujet présente des difficultés parmi les ministres comme au sein du Parti socialiste et de son groupe parlementaire.

Nous y reviendrons plus en détail.

Quelques remarques toutefois.

Constatons d'abord, que (comme c'était le cas pour les lois concernant les immigrés), les bonnes inten-

tions affirmées dans le préambule, sont loin de trouver une traduction concrète satisfaisante.

Ajoutons que des propositions qui représentent un progrès pour les travailleurs, peuvent être contrebalancées par d'autres pouvant être très favorables aux employeurs. Ainsi prévoir le droit à la réintégration pour un travailleur licencié, sur décision du Tribunal administratif ou du Ministère, peut être considéré comme positif, de même une certaine extension des possibilités d'expression des travailleurs dans l'entreprise, ou la couverture conventionnelle de tous les salariés; mais d'autre part, le projet envisage la possibilité de déroger à la loi par la négociation, ce qui ne mérite d'être dit que si cela s'entend dans le sens inférieur à la loi. De fait, c'est fort grave, d'autant que les conditions de validation d'un accord ne sont guère

améliorées; de même, les possibilités d'expression étendues restent limitées aux conditions de travail (pas en tout cas droit à l'expression politique), et à des conditions limitatives (présence de l'encadrement...). Ou bien l'extension des droits du Comité d'entreprise s'accompagne d'une réserve de confidentialité qui en limite aussitôt la portée.

Les manques ne sont pas négligeables non plus, notamment pour les petites entreprises (CGT et CFDT l'ont souligné); pas de droit de veto du CE contre les licenciements collectifs (projet proposé par la majorité actuelle du temps où elle était l'opposition); pas d'engagement du gouvernement à ne pas mettre à la disposition des employeurs les forces de l'ordre en cas de conflit.

Bref, on cherche à augmenter les droits des travail-

leurs, mais sans toucher à ceux des patrons! Pari évidemment difficile à tenir.

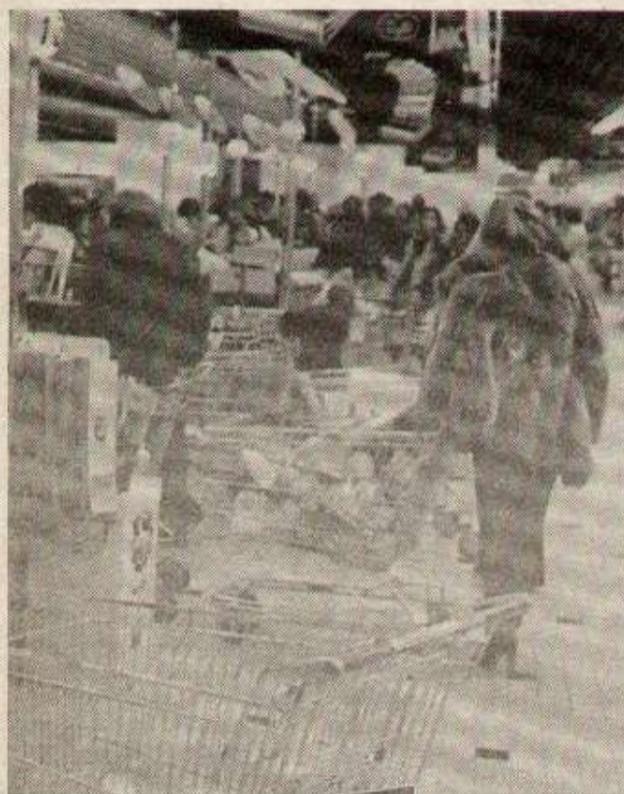
Quant à l'obligation de négocier (une fois par an) présentée comme la grande innovation, sans doute traduit-elle le vœu qu'il n'y ait plus de conflit, plutôt d'ailleurs, d'instaurer une réglementation. Mais la négociation est affaire de rapport de force et les problèmes, la mobilisation des travailleurs ne se décrètent pas à l'avance. A moins qu'on veuille faire croire que les travailleurs peuvent obtenir des succès sans lutter...

Reste, avant d'en arriver à la loi, du temps, que sauront employer les travailleurs et leurs syndicats, pour que « la lettre corresponde à l'esprit », et que les travailleurs aient effectivement de meilleurs moyens pour lutter contre les exploités.

Gilles CARPENTIER

BLOCAGE DES PRIX

DES MESURES A MOITIE SATISFAISANTES



Les mesures prises par Jacques Delors, lundi 5 octobre, sur le blocage des prix sont approuvées par les familles de travailleurs. La valse des étiquettes et les flonflons de «la concurrence» devenaient particulièrement éprouvants. Mais les violons du bal ne se taisent pas définitivement pour autant.

Ce blocage intervient après que toutes sortes de produits et de services aient augmenté, pain, transports, logement, les prix des services de 3,2% pour ces trois derniers mois; ses effets sont par ailleurs limités dans le temps. Les produits dits «sensibles», pain, lait, beurre, margarine, sucre, café... sont stabilisés pour trois mois, les marges abusives seront sanctionnées, les prix de gros industriels seront surveillés et ne devront pas excéder 8% de hausse par an, les prix des services sont gelés pour 6 mois; en 82,

les hausses des tarifs publics seront limitées à 8% d'augmentation, les loyers du secteur libre ne devraient pas connaître une hausse de plus de 8,58%. En revanche, les loyers HLM, eux, sont encore régis par la possibilité d'une double augmentation de 10% en janvier et en juillet.

Alors des mesures mi-figue, mi-raisin? Après les 3 ou 6 mois de blocage ces produits seront de nouveau soumis à la «libre concurrence». D'autres mesures encore ne sont qu'à moitié satisfaisantes: ce ne sont pas les loyers qui sont bloqués, mais leur hausse.

Pour ramener l'inflation à 10%, Delors a donc décidé le blocage sur un nombre de produits et une politique de limite des revenus nominaux. Ainsi des accords salariaux pourraient porter sur des hausses nominales de salaire assorties d'une clause de sauvegarde semestrielle, soit

se référer à des grandeurs économiques objectives comme l'évolution de la production nationale et les performances des entreprises.

Est-ce à dire que les augmentations de salaire ne se feraient plus en fonction de la hausse des prix, mais «des possibilités financières des patrons» d'augmenter les ouvriers?

L'affaire est en cours de négociation. La CFDT a réaffirmé que le maintien du pouvoir d'achat doit s'accompagner d'un effet de relèvement du SMIC et des bas salaires. G. Séguay, au cours du dernier CCN: «Les rumeurs récentes de retour à la politique des revenus de triste mémoire suscitent de sérieuses inquiétudes parmi les travailleurs. Il faut savoir que la CGT n'acceptera pas le rétablissement d'un système conçu pour avantager les patrons au préjudice des salariés.»

En effet, le gouverne-

ment n'a rien proposé côté patrons. Si le blocage, limité de certains produits, limiterait quelque peu les bénéfices du patronat, il se rattrapera bien vite, soyons en sûrs, dès que les prix seront redevenus libres. Par ailleurs, la nouvelle politique des revenus ne peut leur déplaire, puisque comme l'indique le premier ministre, lui-même, «le gouvernement propose le simple maintien du pouvoir d'achat des effectifs en place. Le maintien du pouvoir d'achat ainsi envisagé doit être compris comme une moyenne». Ni leur déplaire non plus, les mesures propres à réduire le déficit de la Sécurité sociale: pas d'aggravation des cotisations patronales, exonérations même pour des embauches réalisées dans le cadre des contrats de solidarité, mais réintroduction du 1% supplémentaire pour les salariés.

Nathalie VILLOTIERS

INTERVIEW

Pour un contrôle démocratique des prix

Nous avons demandé à Jean Claude Jacquet, secrétaire général de la confédération syndicale des familles (CSF), ce qu'il pense des mesures de blocages

La CSF qui a milité pour qu'un certain nombre de prix de produits et de services soient bloqués, prend acte des dernières mesures de Delors, tout en soulignant la portée limitée de ces décisions ministérielles. La CSF, cependant, ne croit pas à l'efficacité d'un contrôle étatique des prix et propose plutôt un contrôle démocratique. Jean-Claude Jacquet, secrétaire général de la CSF, développe ici ces idées forces.

Les problèmes d'inflation, du coût de la vie sont très importants. A notre avis, il est impossible de prétendre combattre le chômage et puis de se satisfaire d'une inflation même modérée. Nous enregistrons les mesures qui viennent d'être prises à la suite du réajustement de la monnaie. Elles vont dans le bon sens, mais c'est loin d'être satisfaisant, notamment parce que leurs effets ne touchent pas tous les biens et tous les services, comme le logement.

Ce sont des mesures qui marquent profondément; les professionnels, les petits détaillants et les gros détaillants sont très mécontents. Il est vrai aussi que ces mesures bloquent au stade du détail, mais non au stade industriel et de la distribution. Il n'a pas encore amené la grande échelle, c'est le jet d'eau sur l'incendie... ça peut effectivement être une amorce pour aller dans le bon sens.

Elles semblent revenir sur les premières déclarations du gouvernement, encore que fondamentalement, il se prononce pour le maintien de la liberté des prix. Delors annonce des mesures de blocage, voire de taxation avec effets rétroactifs sur certains produits, mais comme une mesure temporaire, limitée, le prix des services est stabilisé pendant 6 mois, les

marges commerciales sont, elles, bloquées pendant 3 mois, mais ceci ne remet pas en cause le problème de la liberté des prix. Or, nous disions déjà sous les fameux plans Barre, «liberté des prix, égale libertés de profits».

Alors, face à cet état de fait que proposons-nous, puisque un contrôle étatique, administratif des prix, tel qu'il a été appliqué depuis la Libération, jusqu'en 78, n'est pas efficace: l'inflation a progressé malgré le contrôle. Nous proposons, d'une part de distinguer un certain nombre de produits sur lesquels il doit y avoir véritablement un contrôle de la puissance publique, avec des fixations autoritaires des prix sur le logement, sur les transports et la santé, sur un certain nombre de produits de première nécessité. Pour tout ce qui reste, si on se prononce contre la liberté des prix, si on se prononce contre un contrôle administratif des prix, on veut un contrôle démocratique des prix. Un contrôle de ce type ne signifie pas, à nos yeux, une négociation de prix avec les producteurs et les distributeurs - nous n'en n'avons pas la capacité aujourd'hui, même avec l'arbitrage des pouvoirs publics, nous ne maltrisons pas les structures d'un prix. Donc, il y a tout d'abord un problème d'informa-



Jean-Claude Jacquet

tion sur les structures, les coûts, les marges, même la puissance publique ne dispose pas de ces informations, a fortiori les organisations de consommateurs. Des instances existent, dont le rôle jusqu'à présent était limité à un simple rôle de chambre d'enregistrement, le Comité national des prix et les comités départementaux. Il faut revitaliser ces comités en modifiant leurs structures, leur composition, leur mission et les moyens mis à leur disposition, en accordant un rôle plus grand aux organisations de consommateurs sur le plan national, et sur le plan départemental avec toutes les organisations sur le terrain. En effet, il s'avère que la lutte contre la hausse des prix passe par la lutte locale, régionale... Il y a de grandes disparités d'une région à l'autre, d'une ville à l'autre, le pouvoir d'achat n'est pas le même. Les comités départementaux, composés des pouvoirs publics, des consommateurs en plus

grand nombre, des producteurs, des distributeurs et des syndicats des travailleurs, élément déterminant si on veut aller un peu plus loin dans la connaissance des structures des prix et des coûts, doivent devenir de véritables observatoires des prix parce que d'une part le contrôle des prix n'existe plus, le gouvernement précédent l'a complètement démantelé et d'autre part parce que ce n'est pas si simple de faire des relevés de prix.

POUR UN CONTROLE DÉMOCRATIQUE DES PRIX

Ces comités des prix permettraient de connaître les structures des prix, en faisant travailler l'INSEE, le CERC, toutes ces administrations d'une manière différente, ensuite il faudra aller plus loin dans la connaissance du mécanisme de la formation des prix, ensuite on détiendra toutes les ficelles pour un véritable contrôle démocratique

des prix. Pour l'instant que peut-on faire, sinon que de dire qu'il faut arrêter, parce que les familles n'en peuvent mais... sinon prendre des mesures arbitraires en taxant certains produits. Par contre, les pouvoirs publics seront plus à même de sanctionner avec un étouffement des services de contrôle, des travaux des comités des prix, lorsqu'un consommateur s'apercevra dans un département que telle grosse entreprise pratique des prix en dessus d'un taux de marge et de bénéfice normal - parce qu'il faudra le savoir aussi, mais on ne le sait pas pour l'instant - il sanctionnera de lui-même cette entreprise. Un tel fonctionnement aura un effet beaucoup plus dissuasif que de mettre une contravention. Pour le moment, le commerçant la paie et le processus s'arrête là. Cela pose derechef le problème de la concurrence. On ne dit pas que la concurrence existe dans le système capitaliste, c'est une fausse concurrence, mais lorsqu'on dira, lorsque sera connu que telle branche industrielle, telle grande surface pratique des prix prohibitifs par rapport à telle autre, ce sera une sacrée contre-publicité. Ce premier stade acquis, il y aura beaucoup de choses réglées, on aura évité le danger étatique du contrôle des prix, dont nous ne voulons pas parce qu'il est inefficace, qu'il est incontrôlable, à moins de mettre un flic ou un gendarme auprès de chaque entreprise. Notre projet a le mérite de mettre tous les partenaires intéressés dans le coup.

Propos recueillis par Nathalie VILLOTIERS

Nationalisations

Qui sont les actionnaires ?

Le remboursement des actionnaires. Voici une question qui va être au centre des débats sur les nationalisations qui se sont ouvertes à l'Assemblée. Comment rembourser? Suivant les cotations des trois dernières années pleines (de 1978 à 1980) comme le voulait le gouvernement? Selon une estimation plus favorable de la valeur de l'entreprise, comme l'exigent les capitalistes? Pour nous, pourtant, c'est une question qui ne devrait pas se poser: car comment demander aux travailleurs qui ont, par leur sueur et leur sang, accumulé des profits énormes auxquels ils n'ont jamais eu droit, de rembourser encore, après l'appropriation d'Etat, les actionnaires?

Ceci d'autant plus que ces actionnaires ne sont pas n'importe qui. Certains parlent de ces millions de petits porteurs qui se trouveraient ruinés, et qu'il faut bien défendre... tous ceux qui ont placé en actions leurs maigres économies. En vérité, c'est une réalité bien autre que nous découvrons en examinant de plus près qui sont les actionnaires de nos cinq entreprises nationalisables.

Claire MASSON



La Bourse...

Il est bien loin le temps des débuts de l'industrialisation, où telle famille s'affichait possédant telle entreprise, en lui donnant son nom. Les groupes industriels se cachent derrière l'anonymat des initiales: DMC, CGE, ITT... Quand les noms subsistent, ils ont souvent perdu la référence patronale. Qui se souvient que Renault était une famille? Ou Gervais? Ou Berliet? Ce qui permet à Ambroise Roux, tout puissant Pdg de la CGE de s'exclamer devant tous: «Les 200 familles? c'est du roman!». Les patrons fondateurs ne sont plus ni chefs d'entreprises, ni Pdg de groupes.

Qui donc possède les entreprises? En théorie, le capital est réparti entre les actionnaires. C'est leur assemblée générale qui décide des orientations et de l'avenir de la société.

En général, le montant de l'action est peu important: les 705 millions de francs qui forment le capital de la CGE, par exemple, sont répartis en 7046805 actions de 100,00 francs. Dans d'autres cas, leur montant varie en fonction des offres et des demandes en Bourse, mais leur moyenne reste assez basse: lors des discussions sur l'indemnisation des actionnaires de Paribas, le montant estimé par le gouvernement était de 220 francs (de 500 à 700 francs par le Pdg de Paribas). Mais ce sont pourtant un nombre relativement restreint de porteurs qui se partagent le capital: les 2,5 milliards de capital de PUK en 25,5 millions d'actions sont entre les mains de 200000 à 250000 porteurs.

HOMMES OU SOCIÉTÉS?

Tous les actionnaires, bien sûr, n'ont pas le même poids dans la gestion. Le pouvoir est réparti en fonction du capital possédé. Prenons Saint-Gobain. Les petits porteurs y représentent 54% des 3,5 milliards du capital. Qui décide pourtant? Suez qui possède autour de 20% du capital, la Caisse des dépôts et le groupe familial fondateur, avec un peu plus

de 5% chacun. Les petits actionnaires sont en quelque sorte les fantassins de l'actionnariat.

Le schéma Saint-Gobain n'a rien d'exceptionnel. S'y côtoient un holding financier —ici Suez—, des capitaux publics en proportion assez faible —la Caisse des dépôts—, des investisseurs institutionnels divers, et une part familiale ou d'autofinancement du groupe.

Il est même des groupes, où la présence de la famille fondatrice est encore dominante. Ne parlons pas de Dassault, qui possède 74% du capital de la société qui porte son nom. Ni de Schlumberger, propriétaire à 40% du holding financier. Ni de Michelin ou de Peugeot. Tous largement majoritaires dans leurs groupes. La plupart du temps, ce sont 10 à 20% du capital qui demeurent entre leurs mains. Et leur présence au Conseil d'administration ou à la présidence du groupe confirme leur reste de pouvoir. Ainsi, Renaud Gillet, héritier de la famille Gillet est toujours aujourd'hui président d'honneur du Conseil d'administration de Rhône-Poulenc. C'est en effet au début du XIXe siècle que la famille Gillet mit sur pied une teinturerie à Lyon. En s'alliant, au début du siècle, à une autre famille, les Carnot, spécialisée dans le textile synthétique, elle fut à l'origine du groupe que nous connaissons. Et elle n'en a jamais perdu la direction, puisqu'il y a deux ans à peine que Renaud Gillet laissait sa place de Pdg contre celle de président d'honneur. PUK et Saint-Gobain, avec 8 et 10% du capital, ne sont que des co-partenaires. Mais on a l'habitude de considérer, malgré cette particularité, le groupe Rhône-Poulenc dans l'orbite de Paribas, non pour la prise de participation du holding financier dans le groupe, mais pour l'imbrication des responsables dans les deux conseils d'administration (Fouchier, Pdg de Paribas, est au Conseil d'administration de Rhône-Poulenc, et Gillet à celui de Paribas...).

Alors, n'en déplaise à Monsieur Roux, et malgré



Renaud Gillet, président d'honneur du Comité d'administration de Rhône-Poulenc... Monory et Anne-Aymone Giscard d'Estaing au IXe Congrès mondial des clubs d'investissements... Edmond Giscard d'Estaing...

le peu de publicité qui les entoure, il continue bien à exister des familles! Elles ont perdu la propriété des murs et des machines, le pouvoir absolu aussi, mais elles conservent les profits. Le plus souvent, elles restent dans l'ombre. C'est le cas par exemple de PUK, CGE ou Thomson. De Thomson, qui s'est constitué par l'agglomération progressive de plusieurs entreprises, notons surtout la présence des organismes financiers et des banques: Suez 2,3%, Paribas 8,3%, UAP 3,6%, Caisse des dépôts 5% et Crédit lyonnais 6%. A côté, fondatrices, ou pas, on retrouve un certain nombre de familles, celle des Giscard d'Estaing en particulier. La présence aujourd'hui encore du dernier Kuhlmann au Conseil d'administration de PUK (Pechiney Ugine Kuhlmann) fait preuve de la survivance du pouvoir familiale dans le groupe, au côté de toujours les mêmes, Paribas, Suez, Caisse des dépôts. Notons juste au passage, la petite présence de la CGE avec 1,5% du capital. La structure de la CGE est elle-même assez proche de celle de Thomson, plus intéressante par les liens d'une part de ses investisseurs avec l'ancien appareil d'Etat, la famille Giscard d'Estaing en particulier.

UNE OLIGARCHIE ADMINISTRATIVE

Il y a bien sûr, autant de cas particuliers que de sociétés. Et sans doute l'affaiblissement des anciennes familles capitalistes est-il un des traits qui leur est commun. Mais face aux anciens rois de l'industrie et de la finance qui se cachent désormais, une nouvelle race de puissants se met en place. Prudente elle aussi, elle reste dans l'ombre. Parfois, elle est tout simplement issue de l'autre.

Ce sont les administrateurs, Pdg ou simples membres des conseils d'administration. Un Conseil d'administration dépasse rarement la quinzaine de personnes. Oligarchie s'il en est, puisque sous leurs ordres, ils ont des dizaines de milliers de

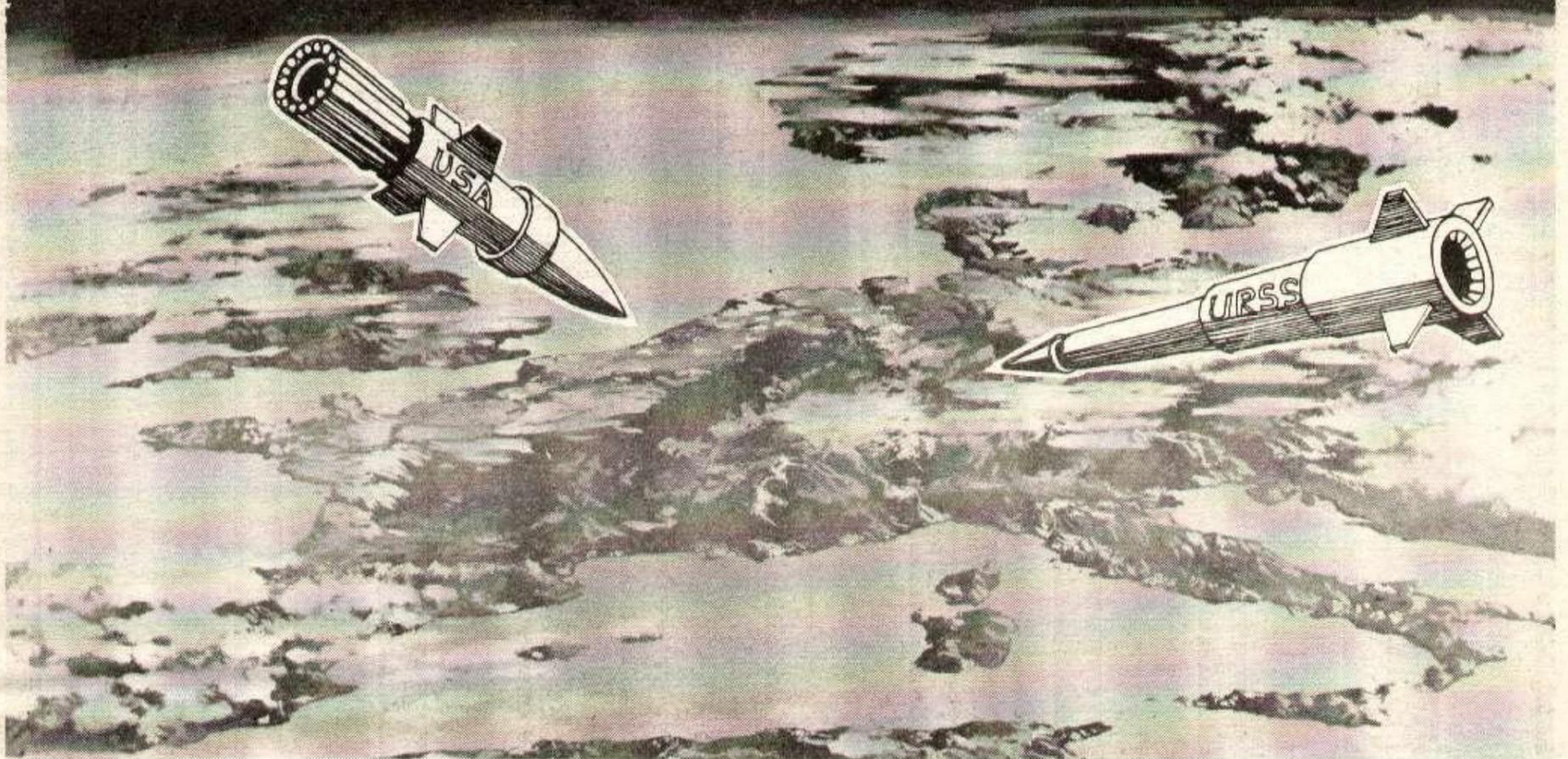
personnes.

Il est intéressant d'examiner cas par cas, les cinq hommes qui sont à la tête des cinq nationalisables. Ils sont tous présents dans une bonne dizaine d'autres conseils d'administration. Jean Gandois, nouveau Pdg de Rhône-Poulenc, occupe onze places d'administrateur, dont Paribas, EDF, Roger Fauroux, Pdg de Saint-Gobain, en cumule sept, dont CH-HB, Michel Walhain, ancien Pdg de Thomson-Brandt (il a été remplacé il y a trois mois à peine), fréquentait dix autres conseils. Philippe Thomas, Pdg de PUK, participait à la direction de douze groupes (Paribas, Rhône-Poulenc, CFP, CCP, Crédit national...). Même proportion pour Ambroise Roux, Pdg de la CGE: Paribas, CCF, CIT-Alcatel, Alstom, PUK, Général occidental, Crédit national...

Nous l'avions déjà vu avec la participation de Gillet et Fouchier dans les conseils d'administration de Rhône-Poulenc et Paribas, par le biais des administrateurs, se met en place une véritable oligarchie financière. Peu importe que ces administrateurs aient directement ou non des actions dans l'entreprise. Ils y ont le pouvoir. Ils ne forment peut-être pas à proprement parler une famille, même si par les mariages, ils consolident les liens des intérêts communs de gestion. Par exemple, Georges Hua, administrateur de CGE, est le beau-frère de Jacques Georges-Picot, président d'honneur de Suez, parent de Valéry Giscard d'Estaing...

Ainsi, la bourgeoisie se restructure et s'adapte. Mais elle reste en place. Y a-t-il une différence entre Ambroise Roux et le vieux Boussac? Oui dans la forme peut-être. Mais du patron au Pdg, pas une miette de pouvoir ne s'est perdue. Au contraire. L'empire CGE est plus vaste que l'ex-empire Boussac. Et avec l'hyperconcentration des pouvoirs, si on ne peut plus, peut-être parler encore des 200 familles... c'est qu'il y en a sans doute moins dans notre pays!

AGIR POUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT c'est urgent c'est possible



Bombe à neutrons, SS20, Pershing, Afghanistan, Salvador, Pologne, l'actualité de ces derniers mois témoigne de l'accélération de la course aux armements, de la multiplication dangereuse des foyers de guerre et de tension dans le monde.

Chacun le sent aujourd'hui, la rivalité des superpuissances et la politique des blocs qu'elle entraîne, ont sérieusement aggravé la situation internationale et accroissent les périls qui pèsent sur la paix mondiale.

Les peuples d'Europe sont particulièrement concernés. Là se trouve concentré un immense arsenal conventionnel et nucléaire. C'est l'Europe qui serait le lieu d'affrontement entre SS20 et Pershing, chars russes et bombe à neutrons.

Dans cette situation on ne saurait ignorer la menace ni la considérer avec fatalisme. Agir pour la paix et le désarmement c'est urgent et c'est possible.

Il convient d'abord de savoir comment on en est arrivé là. Durant les années 70, le rapport de forces entre l'URSS et les USA, l'OTAN et le Pacte de Varsovie, tendait à l'équilibre. Des accords étaient conclus tandis qu'on parlait de part et d'autre de détente. Pourquoi alors un tel regain de tension?

Rappelons d'abord très succinctement comment a débuté cette course aux armements. Les USA, sortis indemnes de la deuxième guerre mondiale, accumulaient grâce à leur puissance financière et à leur avance technologique, un impressionnant potentiel conventionnel et nucléaire. Ils étaient en mesure d'infliger des frappes nucléaires massives à l'URSS.

Celle-ci, pour sa part, est entrée rapidement en possession de la bombe atomique à son tour. Elle a consacré d'énormes efforts au prix d'une militarisation considérable de son économie pour rattraper la puissance militaire des Etats-Unis.

C'est surtout en Europe qu'elle a accumulé ainsi de gigantesque armements. Ils ont pu correspondre dans une première phase au souci de sécurité d'un pays qui avait perdu 20 millions des siens durant la guerre mondiale. Mais ils ont bientôt dépassé le seuil des moyens nécessaires au seul besoin de défense.

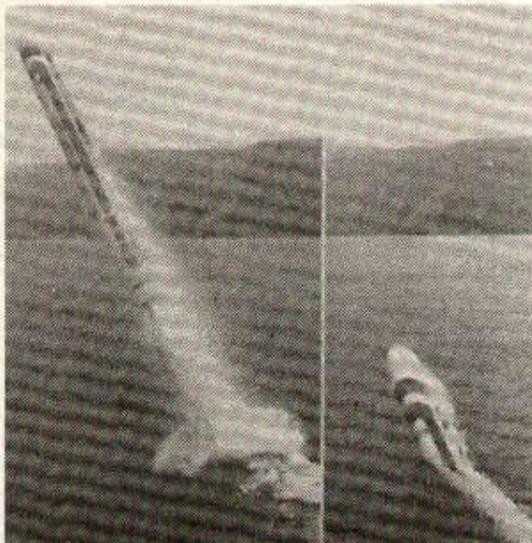
Après l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, l'Union soviétique accédait au rang de superpuissance et entreprenait de rivaliser partout dans le monde avec les USA.

Quelques évaluations

Les dépenses militaires et les forces armées des deux superpuissances et des blocs en présence en Europe, font l'objet d'évaluations contradictoires selon les sources.

Nous ferons figurer ici des chiffres et tableaux de l'Institut international de Londres, comme du SIPRI (Stockholm international peace research institute) souvent cité par le «Mouvement de la Paix». Leur comparaison fait ressortir des convergences certaines quant à l'évolution d'ensemble.

L'Union soviétique a accru en Europe son avantage traditionnel dans le domaine des forces terrestres, en augmentant les effectifs d'in-



Missile SLBM (USA)



Missile et char porteur (URSS)

fanterie et surtout les tanks et avions qui lui donnent une supériorité manifeste. Dans le domaine maritime, où les USA avaient jusqu'à présent une supériorité incontestée, l'URSS a mis en chantier un immense programme. Il lui permet déjà de s'approcher de la parité en ce qui concerne les sous-marins, si c'est loin d'être encore le cas pour les navires de surface et porte-avions.

Devenue inférieure en forces conventionnelles terrestres au Pacte de Varsovie, l'OTAN a cherché à compenser par une supériorité en forces nucléaires tactiques, de quelques centaines de kilomètres de portée. On a ainsi abouti à des systèmes dissymétriques mais s'équilibrant mutuellement.

Années 70 : l'équilibre des forces

Les années 70 ont vu les USA et l'URSS ainsi que l'OTAN et le Pacte de Varsovie s'acheminer vers un équilibre global des forces. Sur le plan des armes nucléaires stratégiques (capables d'atteindre le territoire de l'autre en franchissant l'Atlantique), l'URSS a compensé par la supériorité en nombre de missiles son retard technologique.

En Europe, le Pacte de Varsovie a surclassé nettement par sa supériorité en forces conventionnelles, l'avantage de l'OTAN en matières de forces nucléaires tactiques.

Dans les années 77-78, les spécialistes comme les représentants des deux parties se sont accordés à raisonner en terme d'équilibre global et de parité. D. Proektor, expert soviétique en matière militaire, déclarera ainsi en 1977 : «Aucune partie ne dépasse l'autre quant au volume des forces militaires, bien que certains de ses éléments soient différents. Si l'on dresse un bilan, on verra (...) qu'on est en présence d'une égalité approximative des forces.» (A.P. Novosti, Moscou in La Cité 9/2/77). C'est d'ailleurs à partir de cette situation d'équilibre et de parité globale que se sont engagées un certain nombre de négociations sur la limitation des armements entre supergrands et la sécurité en Europe.

L'acte final de la Conférence d'Helsinki, sur «La Sécurité et la Coopération en Europe», signé en 76, a légalisé la domination du Pacte de Varsovie sur un glacis s'étendant jusqu'à 580 km de Paris. Après les accords SALT 1, signés en 1972, la signature des SALT 2 en 1979, officialisait la parité déjà préexistante entre les supergrands.



Manœuvres aéronavales (URSS)

Missile de croisière (USA)



BOMBE A NEUTRONS

Les bombes atomiques classiques sont basées sur le procédé dit de «fission». Elles produisent 85% de leur énergie sous forme de souffle et de chaleur, 15% en rayons radio-actifs, et 5% de neutrons.

La bombe à neutrons est basée sur le procédé dit de «fusion». Elle produit 80% de son énergie sous forme de neutrons traversant les blindages des chars, les autres effets étant présents mais atténués.

Cette bombe atomique dite à «radiations renforcées» permettrait de bloquer une attaque de chars en en-

dommageant moins que les autres bombes atomiques matériel et environnement.

Défenseurs et population civile pourraient échapper aux radiations dans la mesure où ils se réfugierient dans des abris adaptés. Un mètre et demi de terre ou des caves étayées d'une épaisseur de quelques décimètres de terres protègent en effet des radiations.

Cette arme occasionnerait cependant à ceux qui en seraient atteints des souffrances analogues à celles causées par d'autres bombes atomiques.

Fin des années 70 : l'URSS obtient la supériorité

La vulnérabilité réciproque et l'équilibre approximatif allaient-ils permettre un ralentissement de la course aux armements? Allait-on voir se développer des accords allant dans le sens d'une détente et d'un désarmement véritable?

Les négociations qui se multiplient durant la deuxième partie des années 70 se soldent par des échecs. Les négociations de Vienne, pour la réduction des forces en Europe centrale, sont suspendues le 24 décembre 1976. Les accords SALT 2 signés en juin 1979, ne seront finalement pas ratifiés.

C'est que la course aux armements ayant continué, l'équilibre s'est rompu au profit de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie.

Ne se contentant pas de sa supériorité quantitative en missiles nucléaires stratégiques, l'URSS les a dotés de têtes nucléaires multiples à trajectoires indépendantes (technique dite du mirvage).

Elle a encore augmenté la supériorité que lui conféraient ses chars en Europe, en procédant à l'installation massive de fusées SS20. Il ne s'agit nullement d'une simple modernisation des fusées SS4 et SS5 qui aurait laissé intacte l'équilibre des forces. Les 220 fusées SS20 installées en juin 1981 donnent déjà à l'Union soviétique les moyens d'anéantir les principaux objectifs militaires en Europe de l'Ouest.

Ces mesures, conjuguées à l'expansion dans le monde et à l'occupation de l'Afghanistan, permettaient à l'URSS d'acquérir la supériorité, Brejnev prenant ainsi la lourde responsabilité d'une relance de la course aux armements.

Les USA décidaient alors, sous la présidence de Carter puis surtout de Reagan, de répliquer par des mesures destinées à combler l'écart par rapport à la supériorité soviétique. Ils faisaient adopter par l'OTAN le principe de mise en place de près de 100 fusées eurostratégiques (Pershing 2 et Cruise) en Europe. Reagan vient de décider la construction de nouveaux missiles nucléaires stratégiques (fusées MX, bombardiers B1) et la production de la bombe à neutrons manifestement destinée, quoique stockée aux USA, à contrebalancer la présence massive de chars soviétiques en Europe.

La paix mondiale en danger

Cette relance de la course aux armements s'accompagne de la multiplication de foyers de guerre et de tensions dans le monde.

Là aussi, l'Union soviétique est passée à l'offensive. Devenue la superpuissance la plus dangereuse, elle cherche à étendre partout sa sphère d'influence.

Elle a pris la relève des USA dans le soutien à l'agression éthiopienne en Erythrée. Elle a donné au Vietnam (qui occupait déjà le Laos) l'appui logistique indispensable pour occuper le Cambodge. Elle a envahi directement l'Afghanistan, toujours occupé par 100 000 soldats soviétiques depuis près de deux ans.

Les USA bien affaiblis sous les coups portés par les peuples, en particulier ceux d'Indochine, ont perdu récemment leur domination en Iran, après la chute du Shah, et au Nicaragua après celle de Somoza.

Cherchant à consolider une sphère d'influence bien entamée, ils sont passés à la contre-offensive pour tenter là aussi de riposter à l'offensive généralisée soviétique.

Ils se sont ingérés de façon accrue contre le peuple du Salvador, cherchant à maintenir une domination de plus en plus contestée en Amérique centrale. Ils soutiennent les menées racistes et fascistes de l'Afrique du Sud contre l'Angola. Ils renforcent leurs bases du Pacifique et celle de Diégo-Garcia pour s'opposer à l'expansion de l'URSS dans la région et à la poussée de sa flotte vers le détroit de Malacca, l'océan Indien... et le Golfe Persique.

Afrique, Asie, Amérique latine, Proche-Orient, pas une région du monde n'échappe à la confrontation des deux supergrands.

Cette rivalité pour le repartage du monde a déjà porté atteinte à maints peuples, violant leur souveraineté. Son ampleur est telle que tout conflit peut être à l'origine de l'étincelle qui risquerait de déclencher le gigantesque incendie de la guerre mondiale.

L'Europe à nouveau menacée

Les peuples d'Europe sont particulièrement menacés. Là se trouve concentré un immense arsenal conventionnel et nucléaire. C'est l'Europe qui serait le théâtre d'affrontements entre SS20 et Pershing, chars russes et bombes à neutrons.

Les gigantesques armadas entretenues par les superpuissances en Méditerranée constituent également une menace permanente. Nombre de conflits dans le monde, qu'il s'agisse du Proche-Orient ou de l'Afghanistan, situés à proximité des routes pétrolières ont d'ailleurs l'Europe comme enjeu indirect.

L'Europe se trouve ainsi à la confluence des stratégies d'affrontement des supergrands. Celui des deux qui parviendrait à dominer cette région riche en potentiel humain et technologique, acquièrerait en effet une supériorité décisive sur l'autre dans la rivalité pour l'hégémonie mondiale.

L'évolution de la disposition des systèmes d'armements des superpuissances tend par ailleurs à faire de l'Europe un champ de bataille potentiel localisé.

FORCES NUCLEAIRES STRATEGIQUES DES USA ET DE L'URSS EN 1977 (comparaison des chiffres du SIPRI et de l'ISS)

	USA		URSS	
	SIPRI	ISS	SIPRI	ISS
Bombardiers	301	373	140	135
Missiles balistiques intercontinentaux sol-sol (ICBM)	1054	1054	1477	1350
Missiles balistiques lancés de sous-marins (SLBM)	656	656	849	909

D'après «World Armaments and Disarmament SIPRI Yearbook 1978» et «Military Balance» de l'ISS (Institut for Strategic Studies) de Londres 1978-1980.

On remarquera la similitude des chiffres provenant des deux sources. L'analyse comparative fait apparaître un avantage de l'URSS au niveau du nombre de lanceurs. En ce qui concerne le nombre de charges nucléaires, il y a alors avantage relatif des USA : 11 894 contre 4 398 d'après le SIPRI ; 9 586 contre 5 112 d'après l'ISS. Aujourd'hui, l'URSS a plus que compensé ce retard technologique en appliquant elle aussi la technique du MIRVage (plusieurs têtes nucléaires indépendantes placées sur le même vecteur) aux nouveaux missiles ICBM et SLBM. Il y aurait près de 11 000 charges de part et d'autras.



Chasseurs-bombardiers (USA)

Char amphibie (URSS)



Elles conservent la parité dans le domaine des systèmes dits centraux qui « sanctuarisent » leurs propres territoires par le maintien de capacités de représailles réciproques.

En même temps, elles renforcent l'accumulation en Europe d'armes conventionnelles comme eurostratégiques ou miniaturisées, augmentant la possibilité et le risque de guerre, y compris nucléaire, localisée, et ne s'étendant pas automatiquement à leurs territoires.

Ni Washington, ni Moscou

Les Soviétiques ont qualifié la bombe à neutrons américaine d'arme immorale et criminelle. L'emploi de cette arme face à l'irruption massive de chars soviétiques aurait en effet des conséquences très destructrices même si « localisées », sans parler du risque important d'escalade nucléaire.

Mais il en va de même en ce qui concerne les fusées Pershing comme les SS20 et les chars soviétiques. Les 220 fusées SS20 braquées sur l'Europe de l'Ouest depuis longtemps constituent elles aussi des armes immorales et criminelles, dont les conséquences seraient dévastatrices.

Les USA ont longtemps refusé un désarmement parce qu'il aurait en fait remis en question leur suprématie. Ils accusaient alors les défenseurs de la paix d'être des agents de Moscou.

Aujourd'hui, c'est l'Union soviétique qui refuse le retrait des SS20 pour ne pas perdre la supériorité acquise en Europe. Elle accuse alors les défenseurs d'une paix véritable d'être des partisans de l'autre camp, des pro-américains.

Nous refusons de nous laisser enfermer dans le dilemme : « Si vous n'êtes pas avec l'URSS vous êtes avec les USA ». Nous lutterons contre toute domination étrangère qu'elle porte le masque de la « pax soviétique » comme de la « pax americana ».

Nos propositions pour la paix et le désarmement

Le PCML estime qu'il est urgent et possible de faire obstacle à l'accroissement des menaces qui pèsent sur la paix.

Il est nécessaire pour cela de faire face à

une situation de fait marquée par l'augmentation des risques de guerre en Europe et dans le monde. La lutte pour la paix implique le soutien aux peuples et pays agressés, le maintien d'une défense indépendante de la France; et aussi le développement des capacités de défense autonome de l'Europe dans le respect des alliances nécessaires au maintien de l'équilibre des forces.

En même temps, le PCML propose d'entreprendre un désarmement véritable, simultané et contrôlé, visant non à limiter un surarmement croissant, mais à réduire les dépenses et stocks d'armements et les risques de guerre.

Nous proposons qu'un tel désarmement susceptible de diminuer les tensions Est-Ouest, aille de pair, en y contribuant, avec la réduction des inégalités Nord-Sud et l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial.

Soutien aux peuples et pays qui luttent pour la paix

Dans leur rivalité pour le repartage du monde, les supergrands ne considèrent les peuples et pays que comme autant de moyens ou d'enjeux. Ils ont ainsi été amenés à menacer ou violer la souveraineté de maintes nations.

La lutte des peuples et pays pour leur indépendance et souveraineté nationale, s'oppose donc également aux stratégies de guerre mondiale des supergrands.

Le PCML appelle à soutenir ces luttes pour l'indépendance. Conformément au droit des peuples à disposer de leur propre destin, elles constituent en même temps des facteurs favorables à la paix mondiale.

Nous soutenons les peuples afghan, cambodgien, polonais confrontés à l'hégémonisme soviétique, comme le peuple du Salvador et la cause de la réunification de la Corée qui s'opposent à la domination US.

D'une manière générale, la lutte pour la paix implique le soutien à toutes les luttes favorables au renforcement d'un front uni dirigé contre les superpuissances : lutte du peuple palestinien et des peuples arabes contre le sionisme, des peuples de Namibie et d'Afrique du Sud contre le racisme, luttes contre le colonialisme.

Développer en France un large soutien populaire à ces luttes est indispensable à la cause de la paix. Nous demandons aussi que le gouvernement français prenne en même temps des mesures officielles allant dans ce sens.

L'attitude à l'égard du peuple du Salvador à l'occasion du communiqué commun avec le gouvernement du Mexique devrait à ce titre pleinement concerner aussi les problèmes afghan et cambodgien.

MISSILES EUROSTRATÉGIQUES SOVIÉTIQUES ET AMÉRICAINS

L'Union soviétique avait déployé, à partir de 1959, jusqu'à 600 fusées SS4 pouvant emporter une charge d'une mégatonne à 1900 km. Elle a ensuite mis en place, à partir de 1961, une centaine de SS5 pouvant emporter à 4100 km une charge du même ordre. Il s'agissait d'armes peu précises entrant dans le cadre de stratégies « anticités ». Il en resterait encore aujourd'hui 380. L'URSS a, en effet, entrepris de remplacer SS4 et SS5 par des fusées SS20 déployées à partir de 1977, alors même que les SALT 2 étaient en cours de négociations.

Les SS20 peuvent emporter trois charges de 150 kilotonnes à 4400 km. Elles ont une grande précision, de l'ordre de 250 à 300 mètres à 3500 km de distance. Cela les fait entrer dans une caté-

gorie nouvelle d'armes « antitorces, susceptibles de modifier l'équilibre des forces.

L'ISS estimait en 79-80 (« Military Balance » p. 117) : « Un déploiement au-delà (de 140 missiles SS20) indiquerait clairement un changement substantiel de capacité, ce qui, avant peu, éloignerait le rapport de forces de la parité ». Or, l'URSS a continué à produire des SS20 à cadence rapide. 220 en juin 1981, elles sont aujourd'hui au nombre d'environ 250. Capables de détruire l'ensemble du dispositif militaire en Europe, elles ont changé nettement le rapport de force. La course aux armements eurostratégiques s'est ainsi trouvée relancée, l'OTAN décidant de mettre en place à partir de 1983, 108 fusées Pershing et 464 missiles de croisière.

DÉPENSES MILITAIRES EN POURCENTAGE DU PNB EN 1975

	Estimations SIPRI	Estimations ISS
USA	6	5,9
URSS	4,8 à 10,7	11 à 13
France	3,9	3,9

L'importance de la fourchette des estimations SIPRI concernant l'URSS tient au fait que celle-ci ne fait pas figurer nombre de dépenses militaires dans les chiffres qu'elle fournit. Le SIPRI a jugé nécessaire lui-même de donner aussi le chiffre de 10,7 qui est sans doute plus proche de la réalité. Les chiffres en valeur absolue feraient ressortir encore plus la disproportion entre les dépenses militaires de la France et celles des superpuissances amenées à un effort gigantesque dans leur lutte pour le repartage du monde.

La suspension de toute rencontre au sommet avec Brejnev en raison de l'occupation de l'Afghanistan, constitue un élément positif. Contrairement à l'attitude complaisante de Giscard lors de la rencontre de Varsovie, il va dans le sens d'un soutien au peuple afghan. Cette attitude de réserve devrait s'étendre aux plans technologiques et commerciaux, le gouvernement marquant ainsi plus nettement son désir de s'opposer à l'occupation soviétique.

Le PCML propose également que le gouvernement prenne des mesures susceptibles de favoriser l'application de la Résolution de l'ONU sur le Cambodge, afin que des élections libres aient lieu après évacuation des troupes d'occupation vietnamiennes. La France devrait se joindre à la communauté internationale pour reconnaître le gouvernement du Kampuchea démocratique comme seul gouvernement légal jusqu'à une telle échéance.

Notre parti demande que la France rompe ses relations avec l'Afrique du Sud pour en établir par contre avec les représentants des organisations namibiennes et azaniennes de libération. Le gouvernement devrait établir des relations officielles avec l'OLP, représentant unique du peuple palestinien, pour soutenir pleinement la lutte de celui-ci pour ses droits nationaux. Il devrait établir aussi des relations diplomatiques avec le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée.

Notre parti exige également l'indépendance des colonies françaises, le retrait des troupes et bases françaises à l'étranger. L'établissement avec tous les peuples de relations basées sur l'égalité et la coopération est en effet indispensable pour que notre pays puisse jouer un rôle conséquent, au côté du Tiers Monde, dans l'opposition aux supergrands.

Le PCML préconise dans ce sens l'établissement de relations particulièrement étroites avec la République populaire de Chine, grand pays du Tiers Monde qui joue un rôle sans cesse croissant sur la scène internationale en faveur de la paix mondiale.

Nous demandons également que le gouvernement tienne pleinement compte des résolutions et décisions du Mouvement des non-alignés et des revendications du Tiers Monde quant au nouvel ordre économique mondial.

Maintien d'une défense indépendante

La croissance des risques de guerre tout particulièrement en Europe implique que la France poursuive des efforts de défense indépendante, tout en maintenant les alliances indispensables.

Seul un désarmement véritable, réduisant les stocks des supergrands, permettrait à partir d'un certain seuil de réduire sans danger ces efforts.

Tant que les superpuissances continuent à accroître leur arsenal nucléaire stratégique, renoncer à maintenir une force de dissuasion crédible ne serait pas défendre la paix.

Bien que sans commune mesure avec les armements des supergrands, cette dissuasion « du faible au fort » protège notre territoire national de menaces ou d'attaques nucléaires d'ampleur. L'agresseur se verrait en effet ex-

posé à une riposte inacceptable même pour une superpuissance.

C'est dans ce contexte où les supergrands poursuivent une course aux armements destinée à favoriser domination ou dépendance, que nous situons la décision de poursuite des recherches concernant la bombe à neutrons. C'est cette course qu'il faut stopper pour les rendre inutiles.

La supériorité énorme du Pacte de Varsovie en forces classiques rend possible une agression conventionnelle. Face à une telle éventualité, notre parti rappelle qu'il est favorable au maintien de la conscription et à une instruction militaire sérieuse du contingent. Mais nous n'oublions pas que l'armée reste le principal pilier de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi nous exigeons la dissolution du corps de gendarmerie mobile comme de la Légion étrangère, spécialisés dans la répression et non la défense. Nous continuerons aussi à nous opposer à toute évolution qui conduirait à réduire le rôle du contingent au profit de l'armée de métier.

Notre parti se prononce en faveur de la mise sur pied d'un réseau de protection civile permettant d'abriter la population en cas de guerre. Une telle mesure témoignerait de la détermination d'un gouvernement décidé à ne pas laisser la population en otage vis-à-vis d'une quelconque menace ou chantage. Favorable à la dissuasion comme, au besoin, à la résistance, elle rendrait crédible l'introduction dans la Constitution, comme le préconise notre parti, d'un article interdisant toute capitulation.

L'Europe ne constitue qu'un enjeu et un lieu d'affrontement éventuel aux yeux des supergrands. Les USA pourraient sacrifier dans certaines circonstances sa sécurité à leurs intérêts supérieurs. Ils se servent en outre de leur protection pour obtenir de lourdes contreparties économiques et financières.

C'est pourquoi, il convient de développer la coopération et la défense commune européennes. Ainsi la défense de l'indépendance de l'Europe sera de plus en plus assurée par les peuples et pays européens eux-mêmes.

Pour un désarmement véritable

LES SOVIÉTIQUES AUSSI SE PRÉPARENT À UNE GUERRE CRIMINELLE

L'Union soviétique a qualifié la bombe à neutron américaine de criminelle comme si seuls les USA voulaient se servir d'armes nucléaires pour la guerre.

En fait les Soviétiques envisagent eux aussi l'emploi de telles armes comme en témoigne l'extrait suivant. Il a été tiré d'un article du colonel A. V. Tonkikh «*Prédoleniye protivantankovoy*» (Battre une défense antitanks) figurant dans les publications du ministère de la Défense de l'URSS en 1979.

«L'utilisation massive sur le champ de bataille d'armes antitanks exige leur élimination massive. Les armes nucléaires correspondent le mieux à cette exigence. Elles ont la plus grande force au point de vue impact physique ainsi qu'au point de vue moral et psychologique et exercent donc une influence décisive sur l'offensive.

«L'utilisation d'armes nucléaires entraîne immédiatement chez l'ennemi de grandes pertes en hommes et en équipement, cause la destruction, la paralysie et l'élimination d'unités entières et même de formations, ainsi que la destruction de bâtiments, d'autres objectifs, ainsi que des foyers de résistance.

«Grâce aux armes nucléaires, les troupes peuvent mener une offensive très rapidement et atteindre leur destination dans un laps de temps très court.

«La particularité la plus importante des armes nucléaires est qu'elles sont en état de détruire l'ennemi sur une grande ampleur. Les armes nucléaires ne rehaussent pas seulement la puissance de tir de troupes offensives, mais elles sont le moyen le plus efficace pour battre des unités militaires entières.

«Suite à l'utilisation d'armes nucléaires en combinaison avec d'autres moyens de destruction, l'attaquant a ainsi la possibilité de faire tourner en un laps de temps très court le rapport des forces à son avantage, pour imposer son initiative aux troupes de défense et achever leur anéantissement par des attaques rapides avec des tanks et des unités motorisées de l'infanterie. Pour battre la défense antitank de l'ennemi, les armes nucléaires revêtiront donc une importance décisive.»

Le PCML condamne la course aux armements qui a conduit les supergrands à accumuler des stocks d'armes capables de détruire plusieurs fois la planète.

Les traités d'interdiction partielle des essais nucléaires n'ont pas empêché depuis 1963, l'intensification d'essais souterrains. Le traité de non-prolifération signé le 1er juillet 1968 n'a pas empêché la prolifération verticale au moyen de laquelle les superpuissances menacent les pays moyens et petits. Les accords SALT limitant, réglementant ou gelant certaines catégories d'armes n'ont pas empêché la poursuite de la course aux armements sous d'autres formes : modernisation, miniaturisation, etc...

Les négociations menées jusqu'à présent n'ont permis que de limiter un surarmement toujours croissant tandis que les risques de guerre se sont accrus.

Le PCML préconise un désarmement véritable entraînant une réduction des dépenses et stocks d'armements comme la diminution des risques de guerre. Simultané et contrôlé, il devrait comprendre en même temps :

- le démantèlement des bases de fusées soviétiques SS20 pointées sur l'Europe de l'Ouest et la non installation des Pershing;
- la destruction simultanée et progressive des armements conventionnels et nucléaires y compris la bombe à neutrons;
- la dissolution des blocs OTAN et Pacte de Varsovie, quand la destruction du stock d'armes aura atteint un seuil suffisant;
- le retrait des bases et troupes en territoire étranger.

La confrontation des superpuissances se mène à l'échelle planétaire dans un monde dont les diverses régions sont interdépendantes. Cela ne permet pas d'espérer une réduction véritable des tensions par une approche exclusivement régionale.

On ne peut, par exemple, espérer réduire les tensions en Europe tant que l'Afghanistan reste occupé par les troupes soviétiques, faisant planer une dangereuse menace sur le Golfe Persique.

Notre parti préconise que le désarmement soit envisagé dans le cadre de négociations d'ensemble pour un désarmement général, tout particulièrement en Europe, l'une des régions du monde où il est le plus urgent de réduire les tensions.

Par ailleurs, le risque de guerre ayant pour origine la course aux armements des deux supergrands, notre parti considère que c'est à eux en priorité de désarmer. La réduction des armements des pays moyens et petits ne devrait intervenir que lorsque la diminution des arsenaux des supergrands sera suffisante.

Désarmement simultané

Dans la situation actuelle, tout désarmement accroissant le déséquilibre au profit d'un bloc, augmenterait les risques de guerre.

Notre parti se prononce à partir de là, pour un ferme refus au moratoire sur les fusées eurostratégiques qui avaliserait la supériorité soviétique. Nous préconisons comme mesure simultanée : retrait des SS20 - non installation des Pershing.

De même, nous nous prononçons pour un refus de négociations sur le Golfe Persique excluant, ainsi que l'a proposé Brejnev, le problème de l'occupation soviétique de l'Afghanistan. De véritables négociations de paix dans cette région ne seront rendues possibles que par le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

Notre parti s'oppose par ailleurs à une dénucléarisation de l'Europe, mesure qui conférerait au Pacte de Varsovie une supériorité écrasante. Il propose, en Europe, un désarmement simultané des armes conventionnelles comme nucléaires respectant au fur et à mesure le maintien d'un équilibre des forces.

FORCES ARMÉES DE L'OTAN ET DU PACTE DE VARSOVIE STATIONNÉES EN EUROPE AU MILIEU DE 1976

Régions	Troupes	Tanks	Avions	
Nord	OTAN	32 000	250	250
	Pacte de V.	30 000	510	65
Centre	OTAN	603 000	6 430	1 320
	Pacte de V.	865 000	18 876	4 225
Sud	OTAN	540 000	4 050	850
	Pacte de V.	345 000	7 460	1 115
Ouest	OTAN	21 000	250	510
Total	OTAN	1 196 000	10 980	2 930
	Pacte de V.	1 029 000	26 846	5 405

Les chiffres concernant le Pacte de Varsovie comprennent les forces de l'URSS basées souvent dans les régions militaires de l'Ouest de l'URSS. D'après «*World Armaments and Disarmament SIPRI Yearbook 1978*».

Désarmement contrôlé

Les supergrands se servent de la course aux armements comme d'un moyen dans leur rivalité pour l'hégémonie mondiale. Les négociations placées, comme souvent jusqu'à présent, sous leur domination ne pourront donc aboutir.

Le rôle croissant des pays moyens et petits au sein de l'ONU a déjà permis à celle-ci de prendre des mesures conformes aux intérêts de la communauté internationale, s'opposant aux agressions des USA comme de l'URSS.

Le PCML demande que la France exige l'application des résolutions de l'ONU par l'URSS comme les USA. Il préconise qu'elle agisse afin que des négociations sur le désarmement s'engagent dans un contexte où le contrôle de l'ONU joue un rôle prévalent.

De la confrontation Est-Ouest au dialogue Nord-Sud

Les disparités et distorsions favorisées par la pauvreté de l'immense majorité de l'humanité constituent un terrain favorable aux manœuvres des supergrands pour susciter et entretenir foyers de guerre et de tension.

La lutte pour la paix est ainsi étroitement liée à la constitution d'un nouvel ordre économique mondial. Le PCML se prononce pour l'établissement d'un lien entre désarmement et dialogue Nord-Sud au moyen de l'attribution à l'aide au développement des sommes soustraites à la production d'armements.

La diminution des tensions Est-Ouest irait ainsi de pair avec les progrès du dialogue Nord-Sud, favorisant à ce double titre le maintien de la paix mondiale.

Les patriotes vietnamiens ont été qualifiés de bandits par l'impérialisme US. Le colonialisme français a traité de «*fellaghas*» les résistants algériens. Aujourd'hui, c'est l'URSS, devenue superpuissance, qui présente comme des bandits les résistants afghans qui combattent sa domination.

Cette image d'Afghan «*le couteau entre les dents*» a figuré récemment dans un grand journal soviétique, *Literaturnaya gazetta*. Jadis lorsque l'Union soviétique était un pays pacifique, ce sont les bolchéviks qui étaient décrits par



les réactionnaires comme des hommes «*au couteau entre les dents*».

Orne

Occupation à la SDI Bellême

La SDI (Société de développement informatique) a une usine à Bellême, dans l'Orne, au centre du Perche, et une usine annexe à Montreuil.

A Bellême, elle occupe 46 personnes : 45 femmes et un chauffeur. A Montreuil, 39 personnes.

Ces deux usines mettent sur bande des dossiers informatiques pour des banques, d'autres usines (fiches de paye), caisses de retraites, etc...

Chaque ouvrière frappe sur un clavier avec un écran (modèle télévision) devant les yeux ; huit heures par jour, en deux équipes (6h-11h, 14h-22h).

A la réunion du Comité

central d'entreprise, le mardi 29 septembre, le patron a refusé toutes les revendications des travailleurs. Ils ont alors décidé la grève et l'occupation des locaux.

Presque la totalité des ouvriers sont syndiqués CGT, ce qui est exceptionnel dans une région rurale et peu syndicalisée, et tout le monde fait grève.

Elles sont décidées, les filles, et ne restent pas inactives. Jeudi 1^{er} octobre, 14 d'entre elles sont montées à Montreuil, rencontrer la direction de l'usine. Mais le patron n'a reçu que les déléguées. La déception fut grande, le patron a refusé de prendre en compte leurs

légitimes revendications.

De retour à l'usine, la réponse ne s'est pas faite attendre. « Nous avons commencé et nous continuons ». Une demande en référé est déposée au tribunal pour percevoir les indemnités de repos compensatoire, la mensualisation, le paiement des primes d'ancienneté. Trois points admis par la Direction départementale du Travail.

Un appel au soutien financier est lancé. Nuit et jour, l'usine est occupée. Les ouvriers des usines voisines, eux-aussi payés au SMIC, sont contactés et la solidarité de classe s'organise.

Correspondant

Roubaix-Tourcoing

Les traminoles

contre les services à coupures

Matra Transexel SNELRT. C'est en effet, Transexel, filiale de Matra, qui gère la Société nouvelle électrique Lille-Roubaix-Tourcoing (500 salariés, agents et ouvriers, plus connue sous le sigle SNELRT) qui assure chaque jour le transport de milliers de personnes dans la métropole. C'est la même Transexel qui gère d'ailleurs les transports en commun des grandes villes de France.

Après avoir volontairement laissé descendre les effectifs, déjà minimum, en dessous des besoins, la direction a créé des emplois à temps partiel : 4 jeunes femmes ont en effet été recrutées. Mais il s'agit d'une supercherie, Transexel transformant en fait, ce service à temps partiel en service à coupures : le contrat d'embauche prévoit un service occasionnel, aux heures de pointe, y compris dimanche et jours fériés, communiqué au plus tard... la veille ! De quoi se plaint-on ? Il faudra en fait passer autant de temps à se rendre à son travail qu'à l'effectuer !

C'est dans l'unité que tout le personnel, y compris les quatre jeunes femmes qui ont pris leur carte syndicale, est entré en lutte avec le syndicat CGT des traminoles, depuis maintenant plus de cinq semaines.

Leurs revendications : non au service à coupures, transformation des quatre emplois à temps partiel en emplois à temps plein.

Leur méthode de lutte : la stricte observation du Code de la route et des consignes de la direction. Leur assemblée générale, il y a deux semaines, a, en effet, décidé la poursuite de l'action en renonçant toutefois temporairement aux arrêts de travail des trois premières semaines et en prévoyant une grande campagne d'information au public.

C'est une lutte de longue haleine, car les dernières pro-

positions de Transexel sont très insuffisantes et remettent même en cause le protocole des salaires. Par ailleurs, le Syndicat mixte des transports, qui loue en affermage à Transexel les locaux pour le travail de la SNELRT, cautionne la politique d'économie de la filiale de Matra. Voilà qui pose un problème sérieux quand on sait que ce Syndicat mixte des transports est composé d'élus de la Communauté urbaine et du Conseil régional : ainsi donc, bien que certains élus PC et PS soutiennent les traminoles, la majorité se trouve du côté de Transexel.

Les traminoles se sont adressés au Ministère des

Droits de la femme et à celui des Transports : ils ne sont pas prêts à accepter l'instauration du service à coupures, malheureusement déjà en place dans d'autres grandes villes de France. Quand on pense que le patronat rêve par ailleurs d'un horaire à l'année pour les travailleurs, on imagine un peu ce que cela pourrait donner...

Correspondant

Article réalisé suite à une discussion avec le secrétaire adjoint du Syndicat CGT des traminoles.

RETRAITE

A QUEL AGE ET AVEC QUELLES RESSOURCES ?

Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité nationale, déposera un projet de loi, début 1982, sur l'abaissement de l'âge de la retraite. Ces jours derniers, elle a rencontré les différents partenaires sociaux, afin de procéder à des échanges de vue. Peu d'éléments concrets ont filtré de ces entretiens, mais suffisants néanmoins pour que les travailleurs ne dorment que sur une oreille...

Nathalie VILLOTIERS

Depuis près d'un siècle, les travailleurs ont revendiqué de pouvoir prendre leur retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et pour les travailleurs exécutant des travaux particulièrement pénibles. En effet, nombre de travailleurs soupirent d'envie à l'idée de la retraite, pendant leur vie active, n'en profitent que très peu. Ce sont les mêmes hommes et femmes qui commencent à travailler le plus tôt qui exercent les métiers les plus durs et le plus longtemps, qui profitent le plus mal de la retraite et qui ont une durée de vie la plus courte.

A 60 ET 55 ANS : PARFAITEMENT JUSTIFIÉ...

Obtenir que l'âge de la retraite soit abaissé à 60 ans modifierait quelque peu, mais ne transformerait pas totalement une des plus criantes inégalités de la société. A 35 ans, l'espérance de vie pour un professeur ou un membre de profession libérale est de 42,1 ans ; elle se réduit à 32,6 pour un manoeuvre du secteur privé. Pour les années 55 à 71, le nombre de survivants à 75 ans, pour 1 000 à 35 ans, va de 574 pour les instituteurs à 310 pour les manoeuvres ; si l'on considère le nombre de survivants à 80 ans, pour 1 000 à 60 ans, celui-ci s'échelonne de 448 pour les cadres supérieurs et membres de professions libérales à 256 pour les manoeuvres.

Les conditions de travail, de rémunération et de vie ont donc un impact considérable sur l'espérance de vie. C'est pourquoi, il serait préférable que le calcul des annuités ouvrant droit à la retraite soit modifié. La CGT propose que chaque salarié puisse partir en retraite dès lors qu'il aurait versé 37,5 annuités de cotisations, la CFDT propose qu'avec 37,5 ans de cotisations, le salarié puisse prendre sa retraite à taux plein dès 60 ans. Le projet de Questiaux demeure plus flou, le départ à la retraite serait possible entre 37,5 et 43 annuités en fonction de la pénibilité de la profession. A définir maintenant les cas où 37,5 annuités suffiraient pour prendre sa retraite.

L'inégalité devant la mort n'est que l'inégalité finale de toutes celles qui émaillent la vie : certaines années pèsent plus lourds que d'autres. Le cas des

étape à 70% soit atteinte dans l'immédiat...

PLUS PAUVRES ENCORE A LA RETRAITE

La question financière de l'abaissement de l'âge de la retraite est capitale, à quoi rimerait-il sans une rémunération substantielle, d'autant plus que la reproduction de la hiérarchie des salaires se poursuit et s'aggrave parfois, lorsque les travailleurs cessent leurs activités. Une enquête menée par le groupe de recherche appliquée en gérontologie du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) indique que le rapport du revenu moyen des cadres moyens à celui des agriculteurs passe de 1,7 en période d'activité à 2,4 lorsqu'ils sont à la retraite, le rapport entre cadres moyens et ouvriers passe de 1,4 à 1,9.

Le gouvernement Giscard Barre s'était illustré dans son offensive contre les retraités et les personnes âgées, il n'avait pas augmenté de manière notable leurs pensions. C'est pourquoi le projet de loi sur l'abaissement de l'âge de la retraite doit comporter l'annulation du coût des longs séjours hospitaliers à plus de 5 000 francs supporté par les malades, l'annulation de la franchise mensuelle de 80 francs instituée pour la 26^{ème} maladie qui frappe 250 000 personnes dont 80% de personnes âgées (La 26^{ème} maladie fait partie des maladies prises en charge à 100% par la Sécurité sociale).

EXCLUS DE LA RETRAITE

Enfin, rappelons qu'il serait justice que toute une catégorie de la population immigrée, exclue jusqu'alors des pensions vieillesse, recouvre ses droits ; à savoir l'allocation aux mères de famille est refusée aux femmes immigrées dont tous les enfants ne sont pas français, l'allocation supplémentaire du FNS (Fonds national de solidarité) est supprimée aux titulaires de pension vieillesse et de reversion, lorsqu'ils rentrent dans leur pays ; le transfert des pré-retraites est encore interdit pour les immigrés, ils sont contraints de demeurer en France pendant 5 à 8 ans.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
Prénom
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

PROLETARIAT

- LE XXVI^e CONGRES DU PCUS
- CHINE : PROBLEMES ECONOMIQUES DU SOCIALISME



SOCIAL-DEMOCRATIE A LA FRANÇAISE

REVUE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE
Juillet 1981 - N°22 12,00

Prix au numéro : 12,00 francs (plus port : 2,50 francs)
Passez vos commandes à PRESSE D'AUJOURD'HUI
BP 70 - 94220 Charenton
Règlement à l'ordre de PRESSE D'AUJOURD'HUI

17 OCTOBRE 1961

Jour de honte pour la France
Jour de gloire pour l'Algérie

I l y a vingt ans... le 17 octobre 1961. L'une des plus honteuses journées de l'Histoire de France. Une journée qui marque d'infamie le front de notre peuple.

30000 travailleurs algériens, hommes de tous âges, femmes et enfants, manifestaient pacifiquement dans les rues de Paris et des banlieues. Pour protester contre les conditions de vie intolérables qui leur étaient imposées.

Au mois de janvier précédent, le référendum sur l'autodétermination en Algérie avait pourtant ouvert la voie des justes droits nationaux du peuple algérien. En avril de la même année, dans une conférence de presse, De Gaulle avait déclaré: « L'indépendance de l'Algérie est envisagée avec le plus grand sang-froid... et un cœur parfaitement tranquille. La décolonisation est notre intérêt et par conséquent notre politique... ».

Mais la violence fasciste, raciste et la duplicité d'un gouvernement bourgeois aux abois, se manifestaient par une répression comparable aux crimes hitlériens commis lors des progroms antisémites des années 30 en plein Berlin. Les politiciens et leurs protecteurs en armes, écumaient de rage et de haine devant l'imminence de la victoire définitive de la guerre révolutionnaire de libération nationale du peuple algérien contre le colonialisme français.

11 538 arrestations officiellement recensées. 140 tués, chiffre minoré fourni par l'Inspection générale de la police; le FLN, organisateur des manifestations pacifiques, indiquait de son côté 200 morts et 400 disparus, la plupart noyés dans la Seine après y avoir été délibérément jetés.

O ui, journée de honte pour notre peuple. Du fait aussi de l'absence totale de solidarité des forces « de gauche » françaises. A l'exception, il faut le dire, d'une poignée d'anticolonialistes courageux et conséquents. Une toute petite poignée de militants PSU, trotskystes, communistes en désaccord avec la direction de leur parti, et chrétiens. Le numéro de l'organe central du Front de libération nationale du 22 novembre 1961, clandestin, publia par la suite, un article détaillé sous le titre « Les manifestations algériennes en France et le silence de la gauche ».

Alleg et les siens peuvent aujourd'hui raconter l'Histoire à leur façon. Mais la vérité historique fut celle relatée, à chaud, par les journalistes algériens. Et nulle version déformée ou justification a posteriori ne sauraient la transformer. Une fois de plus, pour ne pas « tomber dans la provocation », les dirigeants du Parti communiste français n'ont-ils pas fermé les portes des locaux où risquaient de vouloir se réfugier spontanément nombre d'Algériens poursuivis et blessés par la police? En tout cas, c'est là la rumeur qui circula avec force dans les rangs du parti, y compris au niveau de certains cadres, dans les jours qui suivirent. A tout prix, il fallait empêcher que le pouvoir ne jette le PCF dans l'illégalité. A tout prix...

M ais, pour sanglante fut-elle du côté des ouvriers algériens et de leurs familles immigrées dans la région parisienne, cette mémorable journée reste inscrite comme l'une des plus ardentes manifestations en France de leur patriotisme.

Moins d'un an plus tard, en dépit de ces nouveaux crimes de la France colonialiste dans sa capitale, leur nation recouvrait son indépendance, leur peuple retrouvait sa dignité. Avec les combattants héroïques de leur armée et de leur Front, les manifestants du 17 octobre 1961 à Paris avaient vaincu le colonialisme, le racisme, le fascisme français.

Du moins en Algérie, leur pays. En France, le combat continue...

Jacques JURQUET

17 octobre 1961 : Page de gauche : les manifestants algériens face aux CRS... Page ci-contre : Sur un stade parisien...



Nous publions ici le récit des manifestations du 17 Octobre 1961 et de la répression qui s'ensuivit, tel qu'il parut dans l'édition clandestine de El Moudjahid (N° 86-1er Novembre 1961)

Les Algériens ont manifesté pacifiquement en France. Ils ont décidé de rompre l'étau dans lequel le gouvernement français a voulu les enfermer en leur imposant des mesures intolérables telles que celle du couvre-feu à partir de 20 heures. Ils ont affronté héroïquement les hordes colonialistes assoiffées de sang. En rangs serrés, ils étaient près de 80 000 à défiler dans les rues et les places de Paris. Les colonialistes ont sauvagement

fusillé les patriotes algériens. Ces nouveaux martyrs tombés sous les balles ennemies ont versé leur sang pour que triomphe la Révolution algérienne et que vive libre le fier peuple algérien.

UNE PROVOCATION PREMEDITEE

Paris revêt aujourd'hui l'aspect d'une ville en état de guerre. Par tout des policiers casqués et armés, des CRS mitrailleuse au poing sont en état d'alerte. Un dispositif de sécurité gigantesque est installé. Les ponts sont gardés, des barrages établis. Tout a été préparé, des ordres ont été donnés afin de briser par tous les moyens la manifestation pacifique des Algériens de la région parisienne.

A 18 heures, sous la pluie qui commence à tomber, les meutes aux casques brillants dévalent au pas de course, les rues et les grands boulevards de Paris à la recherche des Nord-Africains. La manœuvre d'intimidation commence. A la sortie des usines, les ouvriers algériens sont immédiatement appréhendés, matraqués, entassés dans les fourgons alignés le long des boulevards pour être dirigés vers le Palais de Sports et autres lieux déjà prévus à cet effet.

SANS ARMES ET SANS HAINE

Mais de partout des milliers d'Algériens convergent vers les centres de la capitale française. Hommes, femmes, enfants, ils viennent clamer à la population parisienne et à l'opinion publique internationale, leur indignation contre les mesures racistes prises à leur encontre. Sans armes et sans haine, ils avancent dignement formant d'immenses cortèges. Ils respectent scrupuleusement les consignes de calme, d'ordre et de discipline du FLN qui voulait donner à cette démonstration de masse, un caractère pacifique.



re elle, inondés dans une mare de sang, plusieurs Algériens mortellement atteints par les balles colonialistes. Ainsi le signal est donné pour noyer dans le sang une manifestation pacifique de personnes dont le seul crime est d'avoir voulu défendre leurs droits les plus élémentaires. La responsabilité criminelle de ces tueries pèse lourdement sur ceux qui ont délibérément et froidement ouvert le feu sur des manifestants désarmés. Le journal France Soir, peu suspect de sympathie pour les Algériens, raconte en ces termes les circonstances dans lesquelles les premières fusillades eurent lieu: « Boulevard Bonne-Nouvelle ce fut la tragédie. Dans le flot des voitures qui n'avaient pas réussi à tourner dans les rues voisines, il y avait un car de police vide. Le chauffeur était seul à son volant. J'ai vu, raconte un témoin, le conducteur descendre de son siège. Il était blême. Il avait un pistolet à la main... Il cria : le premier qui avance, je fais feu! Les manifestants nullement intimidés continuèrent à avancer. Le policier a tiré deux coups de feu en l'air, puis il a fait feu sur les manifestants. En entendant les coups de feu, des policiers casqués portant le gilet pare-balles, sont accourus. Ils ont à leur tour tiré une vingtaine de coups de feu. ».

L'AMPLEUR DE LA MANIFESTATION

Si la manifestation des Grands boulevards a été la plus spectaculaire et la plus meurtrière, d'autres non moins importantes ont eu lieu un peu partout à travers Paris et sa banlieue. —A la place de l'Etoile, un très grand nombre d'Algériens commençaient à affluer dès 18 heures 30. Les stations de métro Etoile et Wagram étaient assiégées par les détachements de police et de CRS. Toutes les sorties étaient barrées,

LE VRAI VISAGE DU RACISME

Ces assassins qui ont marqué le début de cette répression collective sanglante eurent lieu à 20

heures 45. Mais les opérations de police allaient se poursuivre très tard dans la nuit.

Des centaines d'Algériens sont pourchassés à travers les rues et soumis à des brutalités inqualifiables. Arrêtés par centaines, ils sont acheminés vers le Palais des Sports et le stade Coubertin où ils sont entassés dans des conditions inhumaines. Un fait particulièrement significatif doit être rappelé car il illustre le caractère profondément raciste de l'opération lancée contre les Algériens résidant à Paris. Quelques civils français n'ont pas hésité à prêter main-forte à la police, dans son odieuse chasse à l'Algérien. De nombreux passants ont même participé activement à l'arrestation d'Algériens réfugiés dans les immeubles des grands boulevards. Tard dans la nuit, les cadavres des patriotes Algériens assassinés gisaient encore sur les trottoirs, noyés dans des flaques de sang sous le regard indifférent des passants parisiens.

LE MÉPRIS DE L'HOMME

De la Garenne-Colombes, Courbevoie, près du Rond-Point de la Défense, les Algériens remontent par groupes compacts. Toute la journée du mercredi, des cars de police, des autobus réquisitionnés emportent des Algériens au Palais des Sports où des milliers d'autres sont parqués depuis la veille. Malgré cela, les manifestations continuent dans la banlieue Ouest après l'heure du couvre-feu. Au dispositif de sécurité de la veille sont venus s'ajouter des renforts appelés de province. Ce jour-là aussi, les fusillades retentissent à Colombes, faisant plusieurs morts parmi les

manifestants. Les arrestations continuent. Selon les chiffres mêmes de la police française, environ 12 000 Algériens sont parqués au Palais des Sports, à Vincennes et au Stade Courbetin. Le correspondant de France-Soir rapporte à ce sujet : « Ils sont entassés sur ces gradins serrés les uns contre les autres, pas rasés, pas lavés, grelottants, beaucoup d'entre eux portent un pansement autour de la tête. D'autres sont debout, les uns contre les autres. »

Des groupes de gendarmes mobiles, le mousqueton à la bretelle, circulent parmi les travées. Des détenus ont passé deux nuits ici, se relayant sur les bancs pour s'allonger. Le rapporteur de France-Soir oublie de rapporter les brimades infligées et les humiliations par la soldatesque française qui se livre sur eux, au moindre prétexte, à des matraquages et des sévices odieux. Il oublie aussi de relater la dignité et la détermination avec lesquelles ces patriotes affrontent ces nouvelles épreuves. Aux brutalités de la police, ils répondent en entonnant l'hymne national algérien perpétuant par là les traditions de résistance forgées dans les prisons de Barberousse, de Maison-Carrée, de Lambèse. Incapable d'endiguer cette puissante vague de fond qui soulève dans un même élan patriotique, tous les Algériens de la région parisienne, le gouvernement français procède, à des expulsions massives et immédiates vers l'Algérie où ils sont livrés aux tortionnaires des camps de concentration.

Et la gauche?

Avec la nuit, la mort rôde autour des exilés; le flic et le harki sont là, le doigt sur la gâchette. La guerre coloniale avec son visage dément, s'est peu à peu installée dans leur vie.

De temps à autre, un cri d'angoisse ou de colère parvenait jusqu'à l'opinion à travers un scandale policier et judiciaire. Des centaines de dossiers sur les crimes et les exactions de la police française dormaient dans les tiroirs des journaux parisiens. La peur de la saisie avait fait reculer lentement mais sûrement les plus courageux. Dans sa grande majorité, la presse démocratique française se taisait.

Beaucoup, pour calmer leur mauvaise conscience, se désolidarisèrent des « actes individuels », des « actes terroristes » algériens et en appelaient à la « lutte de masse », à « l'action de masse ».

Le 14 octobre, l'Emigration algérienne, sous la direction de la Fédération de France du FLN, décide une imposante manifestation de masse pour le 17 au soir. Le climat moral, la détermination politique sont tels que la police ne connaîtra le projet de manifestation que dans la journée du 17 octobre...

Dans les milieux politiques de gauche, cette décision est accueillie avec inquiétude et même un certain scepticisme quant aux capacités de l'Emigration à agir au grand jour. Les premières réactions de certaine gauche française sont nettement défavorables...

L'opinion dominante dans les milieux de la « gauche » dans son ensemble était la suivante : « les Algériens vont à l'aventure »; la peur d'agir est telle qu'on est hostile à ceux qui agissent : « Ils brouillent les cartes et ne jouent pas le jeu ».

Toutefois, il y a eu des nuances et même des différences assez sensibles.

Quelques Français ont manifesté avec les Algériens et subi les mêmes violences. Ceux-là sont la minorité révolutionnaire qui n'a cessé d'agir aux côtés des Algériens depuis des années.

D'autres, se situant avec beaucoup de dignité sur un plan moral très élevé, ont tenté d'agir. Ils ont été peu suivis : ce sont des témoins courageux devant le vide et la dérobade des vieux partis de gauche sclérosés et sans âme.

Du côté du PCF, il y eut beaucoup de manifestations de sympathie, de solidarité de principe, mais concrètement, très peu « d'actions de masses ».

Quant au PSU, on a organisé quelques manifestations « indépendantes » entre Français, comme celle de Clichy par exemple. La gauche française dans son ensemble, a été secouée, mais elle reste dans l'impossibilité d'envisager un affrontement, même limité, avec les forces réactionnaires. Et lorsque les Algériens vont au combat, elle est dépassée...

Pour les militants du FLN, il s'agit d'une victoire politique importante, car pendant quatre jours, ils ont contraint le gouvernement français à agir au grand jour. L'opinion internationale a vu et appris quelles étaient la vie et la lutte de tous les jours des patriotes algériens en France.

A ceux qui « à gauche » se débattaient au combat et à la lutte ils disent et répètent : cet affrontement qui s'est déroulé au cœur de Paris, sous vos yeux, nous le vivons tous les jours à travers toute la France. Nos responsabilités, nous les avons prises et nous les assumerons jusqu'au bout.

El Moudjahid N°87 22 novembre 1961

LES ALGÉRIENNES FACE A LA REPRESSION

Suivant l'exemple de leurs sœurs d'Alger, les Algériennes de la région parisienne ont tenu à participer activement à ce vaste mouvement de protestation. Toute la journée de vendredi a été marquée essentiellement par des actions d'éclat qui témoignent du rôle de la femme dans la Révolution algérienne.

Nullement intimidées par ces trois jours de dures épreuves, elles sont descendues dans les rues accompagnées de leurs enfants, brandissant le drapeau algérien. Plus d'un millier d'entre elles et cinq cents enfants ont été appréhendés et incarcérés dans des hôpitaux, des asiles et des centres psychiatriques de la région parisienne. L'humiliation infligée à ces patriotes algériennes a atteint un tel degré qu'elle a suscité, en maints endroits, la désapprobation de certains démocrates français.

C'est ainsi qu'à l'hospice Sainte-Anne, le personnel hospitalier a aidé de nombreuses Algériennes à se soustraire de l'emprise de la police. Par ailleurs, ce même personnel s'est opposé à l'entrée d'un car de police chargé de détenues. Par solidarité avec leurs sœurs de la région parisienne, les Algériennes des autres régions de France se sont jointes au mouvement : c'est ainsi qu'en Moselle, dans le Nord, dans les Ardennes, dans le Haut-Rhin des centaines d'Algériennes ont défilé dans les rues aux cris de « Vive le FLN! », « Algérie indépendante! ».

A PROPOS DE ...

«L'enjeu régional»

«Vivre et travailler au pays», ce mot d'ordre traduit une aspiration que la crise économique rend chaque jour plus forte. Quand des bassins de main-d'œuvre sont tout entiers frappés par le sous-emploi, c'est par régions entières que s'opère la riposte des travailleurs. Alors la région est-elle un enjeu? C'est ce que suggèrent Jean Giard et Jacques Scheibling* — tous deux membres du PCF — dans un ouvrage intitulé «L'Enjeu régional».

Léon CLADEL

D'emblée, les auteurs posent le problème de la région en terme de classe. Ils analysent la formation d'unités ou d'ensembles économiques régionaux, en fonction de l'accumulation du capital et de la recherche du profit maximum. Dans la première partie de l'ouvrage, particulièrement riche en informations de toutes sortes, éléments chiffrés, approches historiques, ils étudient les différentes étapes qui ont conduit aux régions actuelles avec les bouleversements qu'elles connaissent.

Ainsi, l'aménagement de l'espace français s'est produit en deux grandes étapes. Première étape : au XIXe siècle, une industrialisation à partir du grand capital qui s'est porté sur les bassins miniers et sur les compagnies de chemin de fer. Dès la première phase de la révolution industrielle se produit un développement inégal. Des régions industrielles se constituent autour des bassins charbonniers (Nord-Pas-de-Calais, le Creusot-Blanzay, St-Etienne, Firminy); autour des villes du textile (Lille, Roubaix, Tourcoing, Rouen-Elbeuf, la région lyonnaise, etc...); autour des ports coloniaux, à partir du pillage impérialiste (Le Havre, Nantes, Bordeaux, Marseille). Quant à Paris, il joue à ce moment-là, le rôle de capitale administrative et bancaire plus que celui de capitale industrielle.

LES ANNÉES 20 ET LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Ce n'est que vers le début du XXe siècle que va prendre forme le nouveau remodelage industriel de la France avec le développement des nouvelles technologies : l'automobile, l'aéronautique, l'électrochimie et l'électrometallurgie.

Par contre, des années 20 à 40, le capital basé sur le travail à la chaîne se porte vers les très grandes agglomérations urbaines : Lyon, Marseille, Toulouse et surtout Paris accueillent la construction mécanique et électrique. Mais un certain état d'équilibre règne en France jusqu'au milieu du XXe siècle. Cet équilibre repose sur l'équilibre entre société rurale et société urbaine et le rapport ville/campagne. Malgré la crise de 1930, la crise régionale ne se pose pas. Entre 1850 et 1940, le fond de la population rurale reste stable (20 millions d'habitants environ).

LE GRAND TOURNANT DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Le fait régional va émerger à la suite de la phase de croissance du système capitaliste après la deuxième guerre mondiale.

Les transferts de population active entre secteurs et branches d'activités, les déplacements de population et la délocalisation des branches de production s'avèrent plus violents que ceux engen-

drés par la révolution industrielle au siècle passé.

L'EXODE RURAL ET... LA DÉCENTRALISATION

La politique d'aménagement du territoire remonte aux années 54-55, elle s'est poursuivie jusqu'à la fin des années 60. Les auteurs qualifient cette politique ainsi : «salarisation», «déqualification», «féminisation».

Les auteurs analysent cette décentralisation menée sous l'égide de la DATAR, comme une gigantesque opération de restructuration de l'appareil de production monopoliste, comme le renforcement de la main mise du grand capital sur l'économie des régions à la recherche du site du plus haut profit. Ce redéploiement de l'appareil monopoliste, à l'échelle du territoire, préfigure le redéploiement actuel à l'échelle mondiale. Phénomène logique, on a assisté dans le même temps à la désindustrialisation de la région parisienne.

Il s'agit par la même occasion de briser les grandes concentrations qui sont aussi les lieux privilégiés d'organisation de la classe ouvrière, afin de disperser les usines dans les régions rurales, à bas salaires et sans tradition de lutte (tout du moins au début). Autre aspect de ce déménagement, USINOR et SIDELOR ont misé sur une littoralisation de leur implantation, à Dunkerque et à Fos, ou la sidérurgie sur l'eau, cela à cause du minerai acheté à bas prix aux pays du Tiers Monde. Cette délocalisation des industries de base (sidérurgie, chimie) a provoqué une crise dans les régions Lorraine-Nord-Pas-de-Calais.

Pour les auteurs, la crise régionale s'est trouvée amplifiée par la crise économique, à commencer par la région parisienne qui a perdu 300 000 emplois industriels hautement qualifiés depuis 1974. A l'occasion de la crise, les patrons témoignent de leur volonté de disperser au maximum le chômage, de la nécessité à laquelle ils sont soumis de s'adapter rapidement aux nouveaux créneaux, avec la possibilité de changer très vite de fabrication, de localisation de main-d'œuvre. Ils développent donc la mobilité de la force de travail sous toutes les formes possibles (déplacement et précarité) en reportant la gestion de cette main d'œuvre le plus bas possible (à l'échelon régional avec les projets giscardiens de décentralisation).

CLASSE ET RÉGION

Ainsi s'est progressivement posé le problème régional, au fil des transformations et de la concentration du capital. De ce point de vue, les auteurs tentent d'aborder le problème en terme de classe et non de région. Ils polémiquent avec les idées dites «régionalistes»

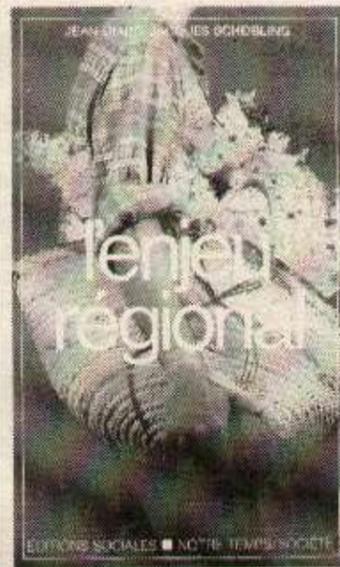
qui visent à opposer Paris à la province. Ils polémiquent aussi avec ceux qui substituent parfois à la légère le concept de nation à celui de région. Dans un rappel historique, ils évoquent le contenu bien souvent réactionnaire donné au régionalisme et ce jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Ainsi, la tentative des Girondins d'opposer le fédéralisme à Paris pour briser l'unité de la République, puis Thiers et les Versaillais essayant d'isoler la classe ouvrière de Paris et des grandes villes, de la paysannerie et de la province.

De même, les auteurs classent, grosso modo, les régions en deux types. Les régions où l'affirmation de l'identité régionale est forte : elle se construit en s'opposant à la nation. On y fait référence à l'histoire régionale pour valoriser l'identité de la région. Il y a crise du monde rural et sous-industrialisation. La classe ouvrière est faible en nombre. Il y a parfois une «nouvelle classe ouvrière» née d'une industrialisation récente.

Les régions à sensibilité régionale faible : ce sont des régions rattachées très tôt au territoire national, cette intégration a été renforcée par la révolution industrielle. Dans ces régions industrielles de longue date, la classe ouvrière a accumulé une longue expérience de luttes à dimensions nationales (ex : les mineurs et ouvriers du Nord ou de la Loire ou les sidérurgistes lorrains). Ainsi, les auteurs basent-ils leur analyse, jusqu'à un certain point, sur l'opposition entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. De même, ils évaluent le poids de cette classe dans les mouvements populaires régionaux. La lutte des viticulteurs du Languedoc en 1907 est analysée comme le fruit d'un mécontentement général qui va des propriétaires aux salariés agricoles jusqu'aux négociants en vin. Les propriétaires tiennent les rênes des manifestations populaires. C'est donc, selon les auteurs, l'Union sacrée régionale, basée sur la petite bourgeoisie et la paysannerie au service du radicalisme et du réformisme.

LES GLISSEMENTS ET LES CONTRADICTIONS

Jusqu'à la fin de l'époque gaulliste, les auteurs analysent clairement la situation à la lumière de la contradiction capital/travail. Par la suite, tout devient plus confus, un glissement s'opère entre l'intérêt des travailleurs et l'intérêt national. Ainsi la politique d'aménagement du territoire sous de Gaulle, est-elle caractérisée comme «une gigantesque opération de restructuration de l'appareil de production monopoliste». A la fin du chapitre s'opère un glissement dangereux : n'apprenons pas en effet que la concentration du capital effectuée sous de



Gaulle avait pour base le territoire national et coïncidait donc de ce fait, avec l'intérêt national. Mais l'intérêt de qui? On est en droit de se le demander, puisque les auteurs nous ont parlé tout au long de ce chapitre de déménagements de populations, de recherche de main d'œuvre à bas prix, sans tradition de lutte, de généralisation du taylorisme et de surexploitation. Tout ça n'est pas bon pour les travailleurs, on est tenté de se dire qu'un tel intérêt national ne peut être que celui des patrons. Une telle affirmation semble omettre l'importance du pillage colonial dans les profits impérialistes!

Dans la même foulée Giard et Scheibling opposent «l'impératif industriel» gaulliste au «redéploiement industriel giscardien»: «L'impératif industriel s'identifiait alors jusqu'à un certain point, à l'intérêt national.» Ainsi «le territoire national n'est plus le lieu par excellence de l'accumulation du capital monopoliste (...) les interventions de l'Etat tendent vers un système de gestion globale; la spécialisation de l'industrie française "sur les créneaux" les plus rentables s'accroît.» Il est vrai que les trusts, les monopoles impérialistes français se redéploient à l'échelle mondiale, à la recherche de la rentabilisation maximum de leurs capitaux, mais ce n'est pas pour autant un signe de renoncement devant la RFA, la CEE ou les trusts des USA. Il est vrai qu'ils n'hésitent pas à condamner des vallées entières, des régions entières en fermant des filiales ou des usines jugées insuffisamment rentables pour se spécialiser sur les créneaux dont ils espèrent tirer le profit maximum: comme les produits plats et les aciers spéciaux pour la sidérurgie. Il semble que progressivement dans notre ouvrage, la cause, la racine des problèmes régionaux se transforme, on glisse du redéploiement des monopoles, à l'intégration européenne. Ainsi, on parle

de la «fermeture des forges d'Hennebont (en 76) victimes de la CECA», on écrit «le marché commun agricole, autre volet de l'intégration européenne a accéléré l'élimination de la petite exploitation familiale. Le maraichage est concurrencé par l'Italie et les autres pays du Sud de l'Europe». Les auteurs semblent tomber, à un niveau différent certes, dans le travers qu'ils dénonçaient chez les régionalistes qui opposent Paris à la région en faisant abstraction des classes. Ici on oppose telle production, telle branche à Bruxelles ou bien à tel pays d'Europe. Au risque de se trouver avec le patron de son propre trust opposé aux ouvriers d'un autre trust européen.

QUEL ENJEU?

Alors l'enjeu régional? On nous dit que les luttes régionales s'opposent au déclin de la France, et que la région est apparue comme un des lieux privilégiés de la «prise de conscience des méfaits du redéploiement et de la politique du déclin»; on nous parle un peu plus loin du «caractère complémentaire de la revendication régionale et de l'intérêt national». Les auteurs et le PCF suggèrent qu'une des tâches des structures régionales à mettre en place soit un inventaire des ressources régionales et des richesses du sous-sol. Il est vrai que les travailleurs se battent pour maintenir ouverts des puits de mines de fer, de charbon. Mais ils se battent pour garder leur emploi, travailler au pays, décider au pays. Ils ne se battent pas pour empêcher le déclin d'un pays impérialiste et de ses multinationales. Sous le socialisme, quand la classe ouvrière exercera le pouvoir, un tel inventaire des richesses et des ressources régionales sera indispensable pour mettre fin au pillage du tiers monde.

L'enjeu régional pour nous, ce n'est pas quelque chose contre l'Europe, c'est l'unité qu'il faut réaliser contre les licenciements, les fermetures, pour vivre et travailler au pays, contre des patrons de trusts qui sont de plus en plus agressifs.

*Jean Giard : maire adjoint de Grenoble et vice-président du Conseil régional Rhône-Alpes.

Il est co-auteur de «Demain la ville», Editions sociales 1975 et de «Les cadres aussi» Ed. sociales 1977.

Jacques Scheibling : agrégé de géographie. Collaborateur auprès du CC du PCF, chargé des questions de l'aménagement du territoire.

Co-auteur avec J. Damette de «Pour une stratégie autogestionnaire» Ed. sociales 1979. Jacques Damette membre du CC, responsable de la section région du CC a écrit la postface de cet ouvrage.

COMORES

Mitterrand, les mercenaires et le rattachement de Mayotte

Le 3 octobre, Mitterrand recevait en visite à Paris le président des Comores, Ahmed Abdallah.

Ancienne colonie française, les Comores ont accédé — partiellement — à l'indépendance en 1975. Partiellement en effet, car Mayotte, partie intégrante des Comores, est restée, selon le bon vouloir de Giscard d'Estaing, sous administration de l'impérialisme français. Le 13 mai 1978, nouvelle ingérence française aux Comores: l'homme de main des services secrets français, Bob Denard, organise un coup d'Etat ayant pour objectif de replacer les Comores dans la zone d'influence de Paris, et Ahmed Abdallah reprend du service à la tête du gouvernement comorien.

Dans le contexte de sa visite en France, l'Association des travailleurs comoriens (ATC) et l'association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC) ont publié le 2 octobre, une déclaration commune donnant leur point de vue sur ce déplacement. En voici des extraits.

(les intertitres sont de la rédaction d'HR)

(...) « Notre peuple, comme l'ensemble des forces démocratiques et patriotiques comoriennes sont attentives à la manière dont vont être examinées, dans la rencontre Ahmed Abdallah-Mitterrand, certaines questions fondamentales, qui sont au centre des rapports Comores-France.

LES BARBOUZES A LA PORTE!

C'est d'abord, la question de mercenaires français, installés aux Comores, et qui ont transformé le pays en base avancée de complots contre les pays de la région. Le gouvernement français va-t-il concrètement s'engager dans la mise en œuvre de ses positions, en rappelant tous les mercenaires français installés aux Comores et en maintenant le juste préalable de l'expulsion de tous les mercenaires étrangers aux Comores à tout dialogue avec Ahmed Abdallah, ou le paradoxe actuel va continuer: le gouvernement socialiste condamne les mercenaires, pendant que l'Ambassade de France à Moroni les reçoit régulièrement et que les coopérants militaires français collaborent étroitement avec les hommes de Bob Denard?

C'est ensuite la question de Maworé (Mayotte). Le gouvernement français va-t-il publiquement s'engager dans un processus irréversible de réintégration de Maworé dans l'ensemble comorien en levant notamment toutes les barrières entre Maworé et l'ensemble du pays, facilitant et favorisant ainsi les échanges économiques, culturels et humains entre les populations, en permettant le retour dans l'île et le dédommagement intégral de tous les mahorais favorables à l'indépendance et à l'unité des Comores, (...) et la garantie des libertés politiques et syndicales à Maworé.

FAILLITE ECONOMIQUE

Ahmed Abdallah effectue ce déplacement à Paris dans un contexte d'opposition généralisée à son régime et d'agitations dont les caractéristiques sont les suivantes:

1) Une crise économique et sociale aigüe marquée par l'anarchie dans l'économie, le gaspillage et le détournement des deniers publics, frappant tous les secteurs et toutes les couches de la population. Pour le petit peuple, c'est une question de survie: cherté des denrées de première nécessité, rupture continue des stocks, chômage, marché noir, fait par des hommes du pouvoir, des dons des organismes internationaux (les aides de la CEE notamment); avec la sécheresse qui a frappé les Comores durant toute cette année et qui a détruit toutes les récoltes, le pays se trouve au bord de la famine. Ahmed Abdallah est obligé de faire appel à un groupe privé d'une banque étrangère lié aux mercenaires pour lui remettre la gestion de la Banque commerciale des Comores. Les conséquences de cette crise économique sont imprévisibles, ce d'autant plus qu'elles touchent aussi les sphères les plus élevées du pouvoir, notamment les mercenaires. Certains hommes de Bob Denard n'hésitent plus à afficher leur mécontentement.

ET MENACE DE PUTSCH

2) Une agitation politique fébrile des forces de la réaction comorienne, rivales

à Ahmed Abdallah. Ces diverses coteries s'agitent en particulier à Paris, avançant en chœur leur réponse à la crise actuelle. Cependant leur passé lourd à la tête de l'Etat comorien entre 1975 et maintenant (...) leur enlève tout crédit de s'exprimer au nom du peuple comorien et les marginalise, car ils ne bénéficient d'aucun soutien populaire. Leur caractère aventuriste fait qu'ils attendent tout d'une aide extérieure pour réaliser un putsch type 13 mai 1978.

3) Pour surmonter cette situation, Ahmed Abdallah et ses hommes de paille ont lancé, grâce aux bons conseils de certains amis du continent, une entreprise Parti socialiste pour amadouer les socialistes français. (...)

L'ATC et l'ASEC dénoncent fermement la politique réactionnaire d'Ahmed Abdallah, politique de démission nationale et de régression sociale et expriment leur solidarité militante aux luttes économiques et démocratiques qui sont développées aux Comores, notamment par la grève des employés de la Banque commerciale des Comores (BBC) depuis le 13 septembre 1981, et les luttes impulsées par l'opposition patriotique sous la direction de Swauti Ya Umati.

L'ATC et l'ASEC exigent l'expulsion des mercenaires installés aux Comores, le rétablissement des libertés démocratiques en particulier les libertés politiques et syndicales, le respect de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale de notre pays.

L'ATC et l'ASEC sont convaincus que la défense de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale des Comores, le progrès économique et social sont en premier lieu les affaires du peuple comorien. (...)

A l'occasion du 32^e anniversaire de la République populaire de Chine, le Comité de Paris de l'Association des Amitiés franco-chinoises organise une soirée.

Le samedi 24 octobre à 20 heures

salle La Rouchefoucauld-Liancourt
Club des Arts et Métiers, 9 bis avenue d'Iéna
75116 - Paris

En première partie, un entretien :

CHINE ET FRANCE AUJOURD'HUI

M. Etienne Manach : Ambassadeur de France, ancien représentant de la France en Chine, Président d'honneur de l'AAFC.

M. Jean-Marie Daillet : Député de la Manche, membre de la présidence de l'AAFC.

M. Louis Bazin : Professeur à l'Ecole des Langues orientales, président-délégué de l'AAFC

débatront des relations franco-chinoises

Après l'entracte, un film :

LE BONHEUR FRAPPE A LA PORTE

Film de fiction en couleurs de Zhao Huan-Zhang, 1981. Un des succès de l'année en Chine.

DIALOGUE NORD-SUD

La relance à Cancun ?

Les 22 et 23 octobre, se tiendra à Cancun au Mexique, une Conférence réunissant les représentants de 21 pays dans le but de relancer le dialogue Nord-sud. Un dialogue mis à mal par la crise économique, une crise que les pays industrialisés tentent, la plupart du temps, de faire payer aux pays du tiers monde.

Alors, une conférence pour rien? Entre deux famines, jusqu'au prochain cri d'alarme? Il semble que la tenue même d'une telle conférence refusée au départ par les USA, constitue un point marqué par les pays du tiers monde face à l'intransigeance d'une Amérique qui voudrait faire comme si rien ne s'était passé depuis 74. Plus que des résultats concrets, il faut surtout en attendre une relance du dialogue, des orientations qui guideront les négociations dans chacun des organismes de l'ONU ou le Nord et le Sud se retrouvent face à face.

Léon CLADEL

Quels sont ces pays? Quel sera l'enjeu des discussions? 21 pays seront représentés, dont 8 pays impérialistes: la RFA, l'Autriche, le Canada, les USA, la France, la Grande Bretagne, le Japon et la Suède. Voilà pour le Nord. Les pays du Sud sont tout de même plus largement représentés, mais nullement en proportion de leur importance réelle; ce sont: l'Algérie, l'Arabie saoudite, le Bangladesh, le Brésil, la Chine, la Côte d'Ivoire, la Guyane, l'Inde, le Mexique, le Nigéria, les Philippines, la Tanzanie, le Venezuela, la Yougoslavie.

UN DIALOGUE DIFFICILE

Cuba qui aurait dû être présent en tant que président en exercice du groupe des pays non-alignés, a été exclu de la conférence suite aux pressions exercées par Reagan. C'est lui ou moi, aurait-il dit, menaçant de boycotter la conférence. La tenue d'une telle conférence est le fruit d'une bataille menée par les pays du tiers monde et la CEE avec notamment la Commission Brandt. Elle a été préparée de longue date. Une des conditions que l'administration américaine (Carter à l'époque), avait mise à la participation US, était que les discussions gardent le caractère d'un échange de vue et non d'une négociation. Les pays riches et principalement les USA refusent de partager le pouvoir qu'ils détiennent dans le Fonds monétaire international (les USA sont les seuls à avoir le droit de veto au sein de cet organisme), dans le GATT, la Banque mondiale, la CNUCED, l'ONUDI etc... Ils refusent que les décisions soient prises à l'échelle d'une conférence dans laquelle ils sont minoritaires, afin de continuer à diriger au sein des organismes spécialisés où ils sont majoritaires.

DES REVENDICATIONS DE PLUS EN PLUS URGENTES

Face à la même intransigeance, de conférence en conférence, les pays du Sud reprennent à chaque fois des revendications de plus en plus urgentes. Le groupe

national. Ils prétendent que le dirigisme qui s'instauretrait si on appliquait le programme du tiers monde, serait intolérable et source de désordre dans les relations économiques internationales. Selon ces messieurs, une main mise du tiers monde sur le système monétaire international, constituerait une atteinte à la libre circulation des biens et des capitaux.

CANCUN, UN FORUM POUR LES PAYS DU TIERS MONDE

Les pays du tiers monde quant à eux, savent qu'ils doivent tout mettre en œuvre pour faire front face aux diktats de Reagan. Des pays affaiblis par les répercussions de la crise mondiale, des pays dont les échanges restent soumis aux fluctuations du papier vert appelé Dollar. Des pays dont la ligne de front s'est trouvée singulièrement affaiblie par les conflits qui n'ont pas manqué de s'allumer dans les zones chaudes du globe. Que ce soit entre l'Iran et l'Irak, entre l'Ethiopie et la Somalie, au Moyen-Orient ou en Asie du Sud-est; les pays du tiers monde n'en préparent pas moins activement une conférence, dont ils attendent des résultats politiques. Ainsi, l'Organisation de l'unité africaine vient d'organiser à Yaoundé, un colloque qui a examiné les principales questions abordées à Cancun. Dans un communiqué, l'ensemble des participants déclare que: « L'Afrique et le tiers monde doivent considérer le sommet mexicain, comme un forum où pourront être dénoncés et soulignés, les obstacles extérieurs qui paralysent la croissance harmonieuse des pays en développement, qui causent aussi dans les nations industrialisées de nombreuses difficultés socio-économiques ». Les dirigeants de l'OUA ont insisté sur le fait que, selon eux, la survie de l'Afrique est subordonnée à un développement endogène et à une intégration économique. Enfin, M. Kodjo, président de l'OUA, déclara en ouvrant le colloque: « Le New deal planétaire n'est possible que s'il y a prise de responsabilité. La solidarité n'est même pas la justice. Elle est la raison. »

l'humanité rouge

Fondateur : Jacques JURQUET.

Directeur politique : Pierre BURNAND.

Rédaction : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claire Masson, Nathalie Villotiers.

Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau.

Administration : Max Durand.

Directeur de publication : Jean-Luc Einaudi.

Commission paritaire : N° 57952 - dépôt légal : 4^e trimestre 1981.

RENAULT

«on ne veut pas être O.S. à vie»

Ne pas être condamné à passer toute sa vie à effectuer les mêmes gestes, sans perspective d'avenir, pour un salaire insuffisant. Telle est une des aspirations essentielles des OS de Renault-Billancourt.

Tout a démarré le 18 septembre, un vendredi, au cinquième étage de l'île Seguin, avec la grève de l'atelier de peinture. Un des ateliers les plus combattifs, avec quasi-exclusivement des immigrés. En 1976, la direction avait introduit la peinture de fourgonnettes. Les peintres touchaient une prime selon le nombre de véhicules. Voilà qu'à la fin de 80, la direction a introduit des fourgonnettes plus longues. Il fallait plus de temps pour les peindre... mais la prime, elle, n'a pas bougé. Logiquement, les peintres ont demandé la réévaluation de la prime et se sont mis en grève au retour des vacances. Les essayeurs, les retoucheurs, les contrôleurs de l'atelier s'y sont mis à leur tour; chacun avec ses propres revendications. Depuis le 10 mai, on se sentait plus sûrs de soi, quelque chose avait changé, la direction était moins à l'aise face aux travailleurs. Ça c'est bien vu quand elle a envoyé des briseurs de grève. Dans le temps, il y avait des jaunes, des mercenaires, qui remplaçaient les grévistes dans tous les secteurs de l'usine. Comme d'habitude, la direction les a envoyés à la peinture. Seulement, cette fois-ci, au bout de trois jours, les grévistes les ont éjectés manu militari, sans ménagement. L'état d'esprit avait changé. Progressivement, la production s'est arrêtée et, au bout de 9 jours, la grève s'est arrêtée sur un compromis favorable aux grévistes. C'était un événement. Enfin, depuis cinq ans, il y avait une grève victorieuse à Billancourt. Cela a contribué à la combativité d'autres ateliers.

Dans le même temps, une grève s'est déclenchée aux presses. Il y a modernisation de l'atelier; la direction a automatisé des lignes de presse. Et pour rentabiliser, elle veut faire fonctionner les presses 24 heures sur 24. Elle propose que les ouvriers fassent à la fois la production et le montage des outils. Selon ses plans, certains O.S. passeraient P1 au bout de plusieurs années. Les grévistes veulent que tous les OS

de l'atelier passent P1.

Une autre lutte s'est engagée au Département 14, où s'effectue le montage des moteurs. Là, la direction supprime les équipes et veut revenir en horaire normal avec un allongement du temps de travail et la suppression de la prime d'équipe. Les gars se sont mis en grève pour avoir un horaire qui leur convienne et contre la réduction du salaire.

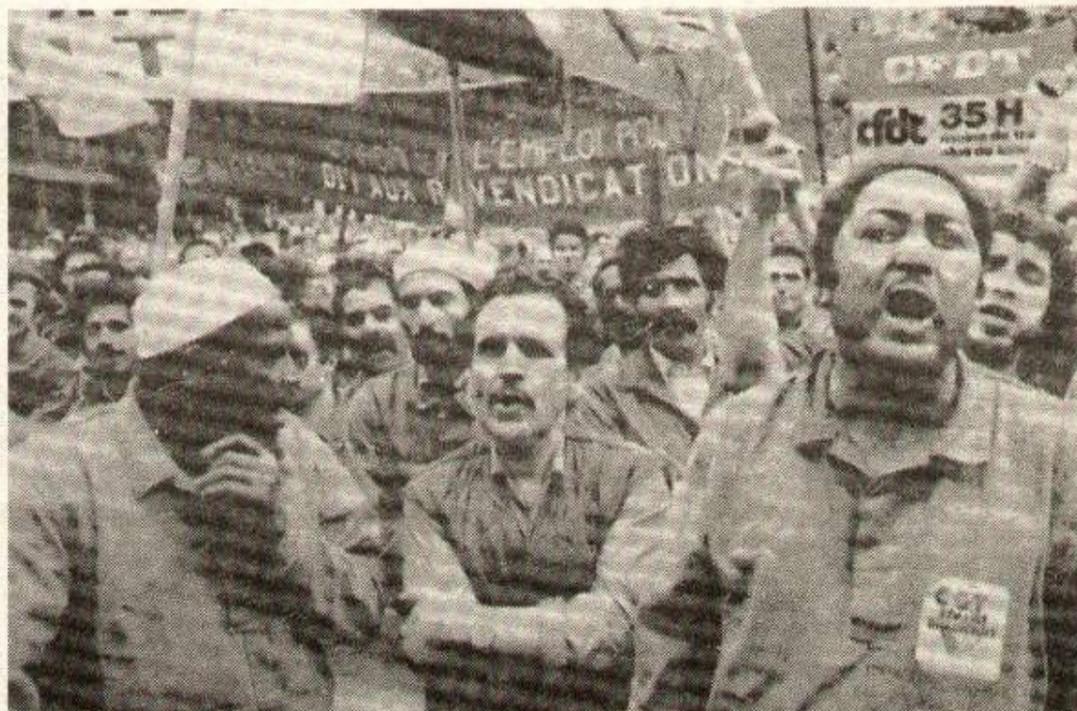
Et puis, ça a été au tour de l'atelier de montage mécanique de débrayer. Il y a là environ 800 travailleurs. La victoire des peintres les a mobilisés. Ce sont eux aussi des OS. Ils demandent l'augmentation de leur coefficient pour ne pas être OS à vie, la réduction des cadences, l'amélioration des conditions de travail. La grève est très massivement suivie et la production s'arrête totalement. A partir du 9 octobre, il ne sort plus de voiture de l'île Seguin.

Pendant ce temps, les organisations syndicales, dont les rapports se sont améliorés, se mettent d'accord pour appeler à un meeting avec arrêt de travail. Il aura lieu le 9 octobre avec 4 000 à 5 000 travailleurs.

Du côté de la direction, il y a des hésitations mais l'intransigeance prédomine. Dans un premier temps, elle refuse toute négociation. Elle annonce un premier lock-out pour le 8 octobre qui n'entrera pas en application; un deuxième lock-out, effectif celui-là, prend effet à partir du 12. Il faut savoir que le lock-out n'est pas payé. Pour leur part, les organisations syndicales appellent les travailleurs lock-outés à venir dans l'usine.

Comment va évoluer la situation? Il est difficile de le prédire. L'ambiance est à l'expectative. Bien des ouvriers de Billancourt pensent que des grèves de deux heures sont insuffisantes. D'importantes revendications sont avancées par les organisations syndicales au niveau de l'usine: 35 heures, 500 francs d'augmentation, et pour les OS l'augmentation de la qualification et des coefficients.

PB



QUAND RENAULT ETERNUE...

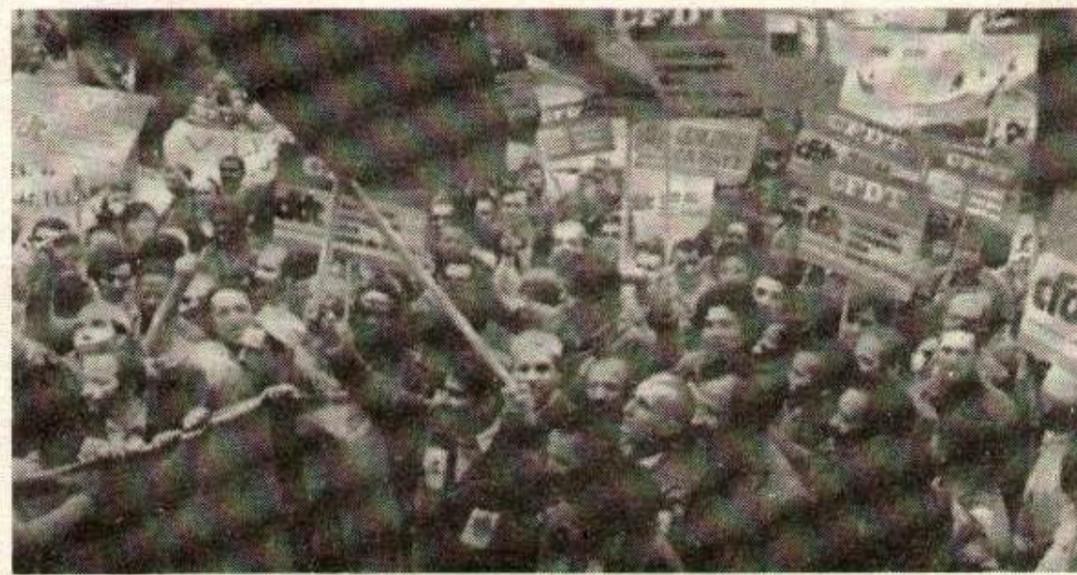
Renault-Billancourt n'a plus l'importance économique qui fut la sienne dans le passé. Depuis des années, les effectifs y diminuent, au profit d'autres usines. Néanmoins, dans l'esprit de la classe ouvrière française, en raison du passé, Renault-Billancourt continue à jouer un rôle de phare pour le mouvement ouvrier. Il est donc normal que l'attention soit tournée vers les événements qui se déroulent actuellement à Billancourt. On a pu dire, ici et là, que ce qui s'y passait avait valeur de test. Et c'est exact. Test d'abord, aux yeux des travailleurs, de la politique gouvernementale. Test également de l'état d'esprit des travailleurs. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions, les événements étant en cours, mais néanmoins certaines indications se dégagent.

Il faut constater que, jusqu'à maintenant, la direction de la Régie a fait preuve d'intransigeance en recourant au lock-out des ouvriers de l'île Seguin au lieu de satisfaire les revendications légitimes des O.S. Son attitude va dans le sens d'une épreuve de force. Cela met en cause la responsabilité du gouvernement. De deux manières. Comment pouvait-on et peut-on prétendre changer réellement de politique, agir en faveur des travailleurs, en maintenant à la tête des grandes entreprises publiques les hommes qui ont mené la politique anti-ouvrière de Giscard? Une politique ne peut pas se dissocier des hommes qui la mettent en œuvre. Or, dans toutes les entreprises publiques et nationalisées, les mêmes hauts cadres ont conservé leurs fonctions. Il en va de même dans l'administration et les appareils d'Etat. Ensuite, si le gouvernement en avait la volonté, il a les moyens d'intervenir efficacement auprès de la direction de la Régie pour que les revendications des travailleurs soient satisfaites. Sans doute le gouvernement ne souhaite-t-il pas voir s'étendre un conflit chez Renault qui viendrait remettre en cause son image de marque et qui aurait des répercussions sur le climat social, mais d'un autre côté ne craint-il pas qu'une victoire des ouvriers de Renault fasse, auprès des autres travailleurs, la preuve des vertus de l'action revendicative pour que des changements positifs aient lieu? Toujours est-il que les événements de Billancourt montrent que rien ne peut changer réellement, dans la vie quotidienne, dans la vie au travail, sans l'action des travailleurs. L'attitude de la direction de la Régie est à l'image de celle du patronat.

La grève chez Renault est peut-être aussi l'indice de certains changements d'état d'esprit chez les travailleurs. En renvoyant Giscard le 10 mai, les travailleurs ont marqué un point important. A juste titre, ils ont espéré que des changements interviennent. Or, cela se fait attendre. La grève actuelle est en elle-même l'expression d'un certain regain de combativité dans la classe ouvrière. Cela faisait en effet des années qu'il n'y avait pas eu une telle mobilisation à Billancourt. Il y a, bien sûr, loin de là à une situation où les travailleurs passeraient à la contre-offensive pour faire avancer leurs revendications face à l'intransigeance patronale. Mais il y a là un indice à prendre en compte.

La suite des événements de Billancourt aura une influence sur de nombreux travailleurs.

Pierre BURNAND



Le 9 octobre, plusieurs milliers de travailleurs ont débrayé à l'appel des organisations syndicales...